



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
 (Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 JUILLET 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 17th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Armor Automotive Distributors Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1948, constituant en corporation: Morris Goldberg, Arthur Hornstein, marchands, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, et Sydney Phillips, commis, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de toutes sortes d'automobiles, véhicules-moteurs, moteurs, engins, machines carburateurs, accessoires, pièces; appareils électriques de toute description, appareils de maison, ferronnerie, machinerie et outillage pour la construction, ainsi que les commodités incidentes et connexes sous le nom de "Armor Automotive Distributors Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à 20

Letters Patent

Armor Automotive Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June 1948, incorporating: Morris Goldberg, Arthur Hornstein, merchants, Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, and Sydney Phillips, clerk, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and generally deal in all kinds of automobiles, motor vehicles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts; electrical appliances of every description, household appliances, hardware, building machinery and equipment, as well as incidental and allied commodities, under the name of "Armor Automotive Distributors Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to 20.

Le siège social de la compagnie sefa à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Commodore Hotel & Yacht Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Lucien Tessier, vendeur, Alfred Hurtubise, agent d'assurance, tous deux de la cité de Montréal, et Jean-Paul Dubreuil, agent, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tenanciers et propriétaires d'hôtels, auberges, maisons de pension, restaurants, cafés, salles et lieux de rafraîchissements, conjointement avec le commerce d'organisateur, aménageurs et administrateurs de cercles ou clubs nautiques dans la province de Québec, sous le nom de "Commodore Hotel & Yacht Club Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Corporation de Placement Adanac
Adanac Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Gaston Dubreuil, Jean-Paul Cardinal, avocats, Chislaine Gagné, sténographe, fille majeure, et Marcelle L. Frizzle, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Arnold L. Frizzle, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'une compagnie de placements et faire toutes choses nécessaires en rapport avec les dites fonctions;

Sujet à la loi des assurances de Québec et aux règlements faits sous son empire agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, les prêts, les paiements, la transmission et l'encaissement de deniers, sous le nom de "Corporation de Placement Adanac" — "Adanac Investment Corporation", avec un capital de \$110,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune et 10,000 actions communes d'une valeur de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Devon Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1948, constituant en corporation: William Patrick Creagh,

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Commodore Hotel & Yacht Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Lucien Tessier, salesman, Alfred Hurtubise, insurance agent, both of the city of Montreal, and Jean Paul Dubreuil, agent, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel, inn and boarding house keepers and owners; keepers and owners of restaurants, cafés, refreshment rooms and premises, jointly with the business of organizers, furnishers and managers of nautical clubs or circles in the Province of Quebec, under the name of "Commodore Hotel & Yacht Club Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Corporation de Placement Adanac
Adanac Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Henri Paul Lemay, Gaston Dubreuil, Jean Paul Cardinal, advocates, Ghislaine Gagné, stenographer, spinster, and Marcelle L. Frizzle, secretary, wife separate as to bed and board of Arnold L. Frizzle, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and undertake all things required in connection with the said business;

Subject of the Quebec Insurance Act and to the regulations under its authority, to act as insurance brokers, and as agents and brokers for the investment, loans, payments, transmission and collection of monies, under the name of "Corporation de Placement Adanac" — "Adanac Investment Corporation", with a capital stock of \$110,000, divided into 1,000 preferred shares of \$100 each and 10,000 common shares of a value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Devon Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1948, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, Clifford George Meek, ac-

commis en loi, Clifford George Meek, comptable, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, diriger et entreprendre, par tout moyen ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Devon Investments Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Townships Theatres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation Georges Sylvestre, Paul Sylvestre, notaires et Joseph-Florain Leblanc, comptable et administrateur, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Eriger et construire et faire l'acquisition, exploiter des théâtres, salles de vues animées et autres lieux d'amusements, sous le nom de "Eastern Townships Theatres, Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Equity Agency Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1948, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Martin Arnovitz, courtier d'assurances, tous deux de la cité de Montréal, et Malcolm Stuart, courtier d'assurances, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec et des règlements passés en vertu de cette Loi, exercer le commerce de Courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances, sous le nom de "Equity Agency Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

countant, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Devon Investments Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Townships Theatres Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Georges Sylvestre, Paul Sylvestre, notaries, and Joseph Florain Lablanc, accountant and executive, all of the City of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To erect, construct, acquire and operate theatres, moving picture halls and other amusement premises, under the name of "Eastern Townships Theatres, Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Equity Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1948, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Martin Arnovitz, insurance broker, both of the City of Montreal, and Malcolm Stuart, insurance broker, of the City of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, and the rulings made thereunder, to carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agent, under the name of "Equity Agency Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares at a par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Gaspé Supplies Ltée.
Gaspé Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Charlemagne Landry, avocat, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, Maurice Laflamme, vendeur, de Bonaventure, et Lucien Bujold, mécanicien, de Saint-Siméon, tous deux du district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de garagistes, de véhicules-automobiles, navires et embarcations de toutes sortes, ainsi que tous les instruments aratoires;

Agir comme restaurateur, tabacconiste et hôtelier, bijoutier, quincaillier, marchand d'appareils et accessoires électriques de toutes sortes, ainsi que de produits comestibles de toutes sortes, sous le nom de "Gaspé Supplies Ltée" — "Gaspé Supplies Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Siméon, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

General Instruments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1948, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, de la cité d'Outremont, Harry Kolber, notaire, George Gerald Richstone, notaire, Saul Richstone, commis, et Pauline Sommer, secrétaire, fille majeure, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands d'instruments servant à peser, mesurer, contrôler et enregistrer, machines, outillage, outils et accessoires et tous autres instruments de précision, machines, outillage, outils et accessoires, sous le nom de "General Instruments Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hardware Merchants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1948, constituant en corporation: Roland Bousquet, avocat, Andrée Ménard, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et René Dostaler, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, faire, exercer, gérer le commerce, la finance et l'entreprise de quincaillerie et de feronnerie, sous le nom de "Hardware Merchants Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

**Gaspé Supplies Ltée.
Gaspé Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Charlemagne Landry, advocate, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, Maurice Laflamme salesman, of Bonaventure, and Lucien Bujold, mechanic, of Saint Siméon, both of the judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on the general business of garage keepers and deal in motor vehicles, ships and craft of all kinds, and also farm implements;

To act as restaurant keeper, tabacconist and hotel keeper, jeweller, hardware merchant and dealer in electric appliances and accessories of all kinds, and also deal in foodstuffs of all kinds, under the name of "Gaspé Supplies Ltée" — "Gaspé Supplies Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Siméon, judicial district of Bonaventure..

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

General Instruments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1948, incorporating: George Irwin Harris, advocate, of the City of Outremont, Harry Kolber, notary, George Gerald Richstone, notary, Saul Richstone, clerk, and Pauline Sommer, secretary, spinster, all four of the City of Montréal, all in the judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers of weighing, measuring, controlling and recording instruments, machines, equipment, tools and accessories and all other precision instruments, machines, equipment, tools and accessories, under the name of "General Instruments Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thrd day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hardware Merchants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1948, incorporating: Roland Bousquet, Advocate, Andrée Ménard, secretary, spinster, both of the city of Montreal, and René Dostaler, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in, carry on, exercise, deal in and finance the hardware and ironware business, under the name of "Hardware Merchants Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. A. Faguy & Sons Ltd.
J. A. Faguy & Fils Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Joseph-Augustin Faguy, électricien, Andrée Patenaude, sténographe, fille majeure Jean-Paul Lavallée, avocat, tous trois de la cité de Montréal, André Martin, avocat, de la cité de Westmount, et René Labelle, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce et l'industrie de garagiste et exploiter sous toutes ses formes la location d'automobiles (drive yourself) ou de tous autres véhicules pouvant servir au transport de personnes ou de marchandises et en général faire le commerce de moteurs, appareils mécaniques, appareils électriques, et de toutes sortes de véhicules, des pièces et accessoires se rapportant directement ou indirectement à ces articles, sous le nom de "J. A. Faguy & Sons Ltd." — "J. A. Faguy & Fils Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lakeshore Motor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: J.-Eugène Tessier, comptable, de la cité de Montréal, J.-Wilfrid Rochon, camionneur, de Saint-Vincent-de-Paul, et J.-Ubalde Tessier, gérant, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général d'automobiles et autres véhicules, leurs pièces et accessoires et articles semblables, sous le nom de "Lakeshore Motor Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$28,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Liqueurs Elzéar Fortier Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1948, constituant en corporation: Roméo Fortier, manufacturier, Gabrielle Plante Fortier, épouse contractuellement séparée de biens

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. A. Faguy & Sons Ltd.
J. A. Faguy & Fils Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Joseph Augustin Faguy, electrician, Andrée Patenaude, stenographer, spinster, Jean Paul Lavallée, advocate, of the city of Westmount, and René Labelle, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business and industry of garage keeper and to operate in all lines of same the leasing of "drive yourself" cars or any other vehicles which may be used for the transportation of persons or merchandise and generally deal in motors, mechanical apparatus, electric appliances and all types of vehicles, parts and accessories connected directly or indirectly with the said articles, under the name of "J. A. Faguy & Sons Ltd." — "J. A. Faguy & Fils Ltée", with a capital stock of \$50 000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lakeshore Motor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: J. Eugène Tessier, accountant, of the city of Montreal, J. Wilfrid Rochon, truckman, of Saint-Vincent-de-Paul, and J. Ubalde Tessier, manager, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in automobiles and other vehicles, their parts and accessories and similar articles under the name of "Lakeshore Motor Inc."

The capital stock of the company is divided into 1000 shares having no par or nominal value and into 2,000 preferred shares having a par value of \$25 each.

The amount with which the company will commence its operations is \$28,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Liqueurs Elzéar Fortier Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1948, incorporating: Roméo Fortier, manufacturer, Gabrielle Plante Fortier, wife separate as to property by marriage contract of Ro-

de Roméo Fortier et André Fortier, comptable, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchand général, de liqueurs douces, d'eau minérale, d'eaux gazeuses et autres de même nature, sous le nom de "Les Liqueurs Elzéar Fortier Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions communes de \$25 chacune, et 3,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

M.G.M. Fashions Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre juin 1948, constituant en corporation: Max Silver, Benjamin Green, manufacturiers, Myer Klugerman, dessinateur, et Michael Fink, négociant, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le négoce de cotonnades, lainages, soieries, toiles et habits et vêtements de toute sorte, sous le nom de "M.G.M. Fashions Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Monarch Products Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1948, constituant en corporation: Henri Masson-Loranger, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacqueline Dugas, secrétaire, d'Outremont et Paul Champagne, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et faire le commerce d'objets, effets, marchandises, produits et autres articles dans lesquels le bois ou le métal ou les plastiques forment des parties constituantes, sous le nom de "Monarch Products Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7 rue Donegani, ville de Valois, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Men's Press Club, Inc.
Cercle des Journalistes de Montréal, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

méo Fortier, and André Fortier, accountant, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general merchant of soft drinks, mineral aerated and other waters of a like nature, under the name of "Les Liqueurs Elzéar Fortier Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 common shares of \$25 each, and 3,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

M.G.M. Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June 1948, incorporating: Max Silver, Benjamin Green, manufacturers, Myer Klugerman, designer and Michael Fink, jobber, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes;

To manufacture and deal in or with cottons, woollens, silks, linen and clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "M.G.M. Fashions Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Monarch Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1948, incorporating: Henri Masson-Loranger, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacqueline Dugas, secretary, of Outremont, and Paul Champagne, advocate, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and deal in goods, wares, merchandise, products and other articles wherein wood or metal or plastics, form component parts, under the name of "Monarch Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7 Donegani Street, Town of Valois, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Men's Press Club, Inc.
Cercle des Journalistes de Montréal, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bear-

des lettres patentes en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Dave Legate, Roger Champoux et Craig Ballantyne, journalistes, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Servir comme un moyen de bonnes relations personnelles et amicales entre les membres et tous autres pratiquant la profession de journaliste, sous le nom de "Montreal Men's Press Club, Inc." — "Cercle des Journalistes de Montréal, Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montrose Builders Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1948, constituant en corporation: Gershon Max Stern, constructeur, de la cité de Montréal, Dora Solloway, épouse séparée de biens de Moses Stern et dûment autorisée par lui, de la cité de Montréal, et Solomon W. Weber, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce ou le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Montrose Builders Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mount Royal Gun Club

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert James Wilson, comptable, de la cité de Montréal, Carl Henry Jackson, ingénieur, de la cité de Westmount, et James William Seymour, comptable, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et gérer un club pour le divertissement de ses membres et, en particulier, dans le but de fournir les facilités pour pratiquer le sport du tir aux pigeons artificiels par les membres du club, et tenir des concours et des réunions pour encourager le sport du tir et pour la promotion des échanges sociaux et sportifs en général, sous le nom de "Mount Royal Gun Club".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$40,000.

ing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating without share capital: Dave Legate, Roger Champoux and Craig Ballantyne, journalists, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To serve as a medium for personal and friendly relationships between members and all others engaged in the practice of the profession of journalism, under the name of "Montreal Men's Press Club, Inc." — "Cercle des Journalistes de Montréal, Inc."

The powers granted do not permit gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is two hundred thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montrose Builders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1948, incorporating: Gershon Max Stern, builder, of the city of Montreal, Dora Solloway, wife separate as to property of Moses Stern, and duly authorized by him, of the city of Montreal, and Solomon W. Weber, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with immoveable property, under the name of "Montrose Builders Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 preferred shares of \$100 each, and 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mount Royal Gun Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: without share capital: Herbert James Wilson, accountant, of the city of Montreal, Carl Henry Jackson, engineer, of the city of Westmount, and James William Seymour, accountant, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote and manage a club for the recreation of its members and, more particularly, for the purpose of providing facilities for the enjoyment of the sport of skeetshooting by the members of the club, and to hold competitions and meetings for the encouragement of marksmanship, and for the promotion of social and sporting exchange generally, under the name of "Mount Royal Gun Club".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à 1135 Beaver Hall Hill, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nettoyeur Moderne Inc.
Modern Cleaner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1948, constituant en corporation; Antoine-Rosaire Dallaire, rentier, Eugène Rousseau, contremaitre, et Jacques Dallaire, inspecteur, tous trois de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Opérer un atelier de nettoyage, pressage, teinture et buanderie, sous le nom de "Nettoyeur Moderne Inc." — "Modern Cleaner Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Germaine, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Enterprises Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juin 1948, constituant en corporation: Louis Fitch, C.R., Harold Lande et Nathan A. Levitsky, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles ou de toute partie d'iceux, sous le nom de "Quebec Enterprises Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quick Service Taxis Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1948, constituant en corporation: J. Emery Phaneuf, Robert Turgeon, avocats, le premier de la ville de Beaconsfield, le deuxième de la ville de Ste-Rose et Paule Lamontagne, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et opérateurs de taxis;

Tenir et exploiter un ou plusieurs garages pour automobiles ou autres véhicules, sous le nom de "Quick Service Taxis Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at 1135 Beaver Hall Hill, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nettoyeur Moderne Inc.
Modern Cleaner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: Antoine Dallaire annuitant, Eugène Rousseau, foreman, and Jacques Dallaire, inspector, all three of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a cleaning, pressing and dyeing shop and laundry, under the name of "Nettoyeur Moderne Inc." — "Modern Cleaner Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Germaine, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1948, incorporating: Louis Fitch, K.C., Harold Lande and Nathan A. Levitsky, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal with real estate, or any portion thereof, under the name of "Quebec Enterprises Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quick Service Taxis Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1948, incorporating: J. Emery Phaneuf, Robert Turgeon, advocates, the first of the town of Beaconsfield, the second of the town of Ste-Rose, and Paule Lamontagne, secretary, spinster of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of taxi owners and operators;

To keep and operate one or more garages for automobiles or other vehicles, under the name of "Quick Service Taxis Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rochon Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: J.-Wilfrid Rochon, camionneur, de Saint-Vincent-de-Paul, René Janelle, camionneur, de Ville Saint-Michel, et J.-Eugène Tessier, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du transport voiturage, charroyage, camionnage et véhuculation en général de passagers et marchandises par véhicules ou moyens de transport automobiles ou tous autres moyens quelconques, sous le nom de "Rochon Transport Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille cinq cents dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

Rochon Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: J. Wilfrid Rochon, truckman, of Saint-Vincent-de-Paul, René Janelle, truckman, of Ville Saint-Michel, and J.-Eugène Tessier, accountant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the transportation, cartage and trucking business and industry, and transportation in general of passengers and merchandise by means of vehicles, motor transport or other conveyances whatsoever, under the name of "Rochon Transport Inc."

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no par or nominal value and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The amount with which the company will commence operations is two thousand five hundred dollars.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Service de Lavage de 10 minutes Ltée.
10 Minutes Car Washing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1948, constituant en corporation: J.-Emilien Lebœuf, négociant, Jean-Paul Lévesque, gérant, et Lucille Lebœuf, commis, fille majeure, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Opérer un commerce de garage, opérer un service moderne pour le lavage des autos, ainsi qu'un service de parquage à l'usage des automobilistes, sous le nom de "Service de Lavage de 10 Minutes Ltée" — "10 Minutes Car Washing Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

**Service de Lavage de 10 minutes Ltée.
10 Minutes Car Washing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: J. Emilien Lebœuf, dealer, Jean Paul Lévesque, manager, and Lucille Lebœuf, clerk, spinster, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a garage business and operate a modern car washing service, as well as a parking service for the use of motorists, under the name of "Service de Lavage de 10 Minutes Ltée" — "10 Minutes Car Washing Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Sheedo Construction Co. Ltd.
Cie de Construction Sheedo Ltée.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel et Gaston Dubreuil, avocats, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, faire le commerce des immeubles, sous le nom de "Sheedo Construction Co. Ltd." — "Cie de Construction Sheedo Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Sheedo Construction Co. Ltd.
Cie de Construction Sheedo Ltée.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Henri Paul Lemay, Bernard Le Bel and Gaston Dubreuil, advocates, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, acquire and deal in real estate, under the name of "Sheedo Construction Co. Ltd." — "Cie de Construction Sheedo Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

S.M. Cycle Manufacturing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Lawrence S. Popliger, avocat, et Margaret Maloney, sténographe, épouse séparée de corps et de biens de F. J. Hannafin, par jugement de la Cour Supérieure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de toutes sortes de bicyclettes, tricycles, voitures et toutes sortes d'articles, jouets, articles de sport et accessoires sur roues provenant de produits en métal et en bois, sous le nom de "S. M. Cycle Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sparkling Products Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1948, constituant en corporation: Harry Edward Grundy, Charles Alexander White, avocats, Bartley Nelson Holtham, avocat et conseil en loi du Roi, Patrick Niven Goode, comptable agréé, et George Blair Breckenridge, agent de manufacturiers, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'engins de pêche et accessoires de toutes sortes; articles de sport, agrès et accessoires de toutes sortes; ferronnerie et bijouterie, sous le nom de "Sparkling Products Company Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sparton Pants Limited.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juin 1948, constituant en corporation: Arthur Hoffer, William Malkinson, marchands, Milton Klein, avocat, et Arthur Ruby, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers ou entrepreneurs et marchands d'habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Sparton Pants Limited", avec un capital de

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

S.M. Cycle Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June 1948, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence S. Popliger, advocate, and Margaret Maloney, stenographer, wife separate as to bed and board of F. J. Hannafin, by judgment of the Superior Court, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of all kinds of bicycles, tricycles, carts and all kinds of articles, toys, sporting equipment, and implements on wheels, from metal and wooden products, under the name of "S.M. Cycle Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of the par value of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sparkling Products Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1948, incorporating: Harry Edward Grundy, Charles Alexander White, advocates, Bartley Nelson Holtham, advocate and King's Counsel, Patrick Niven Goode, chartered accountant, and George Blair Breckenridge, manufacturer's agent, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture, deal in fishing tackle and equipment of all kinds; sporting goods and equipment and accessories of all kinds; hardware and jewellery, under the name of "Sparkling Products Company Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sparton Pants Limited.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1948, incorporating: Arthur Hoffer, William Malkinson, merchants, Milton Klein, advocate, and Arthur Ruby, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on all or any of the business of the manufacturers or contractors and dealers of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Sparton Pants Limited", with a capital stock

\$100,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Standard Mfg. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juin 1948, constituant en corporation: Murray Cohen, Hyman Cohen et Nathan Heisler, manufacturiers, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de vêtements pour dames et enfants, textiles, nouveautés et accessoires, sous le nom de "Standard Mfg. Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Colonial Associates Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, Irwin Cohen, avocats, et Jean Sherman, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'habits, textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois, caoutchouc ou acier et autres lignes semblables, sous le nom de "The Colonial Associates Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Quebec Asbestos Mining Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Ivan Sabourin, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, André Sabourin, avocat, et Horace Boutin, comptable, tous deux de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer et améliorer en général les affaires minières et métallurgiques et tous commerces semblables s'y rapportant ou y connexes, sous le nom de "The Quebec Asbestos Mining Association".

of \$100,000 divided into 500 preferred shares of \$100 each and 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Standard Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1948, incorporating: Murray Cohen, Hyman Cohen and Nathan Heisler, manufacturers, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with ladies' and children's garments, textiles, novelties and accessories, under the name of "Standard Mfg. Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 preferred shares having a par value of \$100 each, and 500 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Colonial Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdrich, Irwin Cohen, advocates, and Jean Sherman, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood, rubber or steel and other kindred lines, under the name of "The Colonial Associates Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Quebec Asbestos Mining Corporation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1948, incorporating without share capital: Ivan Sabourin, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, André Sabourin, advocate, and Horace Boutin, accountant, both of St. Johns, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To promote, advance and improve generally the business of mining and metallurgy and any kindred business connected with or allied to same, under the name of "The Quebec Asbestos Mining Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Zimroh Choir of Montreal

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Isaac Shapiro, courtier d'assurances, Joe Goldwax, gérant de ventes, Sam Bloomberg, bourgeois, Herman Rogoza, vendeur, de la cité d'Outremont, Sam Stolowitz, tailleur, Wolfe Steinberg, marchand de ferrailles et Morton Garvis, horloger, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes de religion hébraïque qui sont intéressées à la musique religieuse, culturelle juive ainsi que le folklore, sous le nom de "The Zimroh Choir of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Trudeau, Rancourt & Benoist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau, Rita Dufresne, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, disposer ou négocier aucune et toutes propriétés immobilières et droits, intérêts ou concessions dans ou sur icelles;

Agir comme entrepreneurs généraux en excavation, construction, réfection et réparations, sous le nom de "Trudeau, Rancourt & Benoist Inc." avec un capital de \$21,000, divisé en 105 actions privilégiées de \$100 chacune et 105 actions ordinaires de 100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**United Dominion Mining Company Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juin 1948, constituant en corporation: John E. Crankshaw, avocat et conseil en loi du Roi, Germaine Proulx, Laurette Dupuis, Marcelle Leduc et Irène Leduc, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Zimroh Choir of Montreal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating without share capital: Isaac Shapiro, insurance broker, Joe Goldwax, sales manager, Sam Bloomberg, gentleman, Herman Rogoza, salesman, of the city of Outremont, Sam Stolowitz, tailor, Wolfe Steinberg, scrap metal dealer, and Morton Garvis, watchmaker, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To bring together people of the Hebrew religion who are interested in Jewish religious, cultural and folk music, under the name of "The Zimroh Choir of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Trudeau, Rancourt & Benoist Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau, Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, dispose of or trade in all or any immovable property, and rights, interests or concessions in or on same;

To act as general contractors in excavation, construction, rebuilding and repairs, under the name of "Trudeau, Rancourt & Benoist Inc.", with a capital stock of \$21,000, divided into 105 preferred shares of \$100 each and 105 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**United Dominion Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1948, incorporating: John E. Crankshaw, advocate and King's Counsel, Germaine Proulx, Laurette Dupuis, Marcelle Leduc and Irène Leduc, secretaries, spinsters, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit la terre, le sol, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "United Dominion Mining Company Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Émettre des actions de manière à ce que les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

W.-A. Lamontagne, Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize juin 1948, constituant en corporation: Wilfrid-Alfred Lamontagne, rentier, Marcel Collin, comptable, tous deux de Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, et Isidore Olivier, agent d'assurances, de Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de grains, engrais, produits alimentaires, ferronnerie, matériaux de construction et généralement de tous articles et de toutes marchandises en usage sur la ferme et chez les cultivateurs, sous le nom de "W.-A. Lamontagne, Limitée", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

22659-0 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 974

Québec, le 30 juin 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE les parties contractantes ci-après mentionnées se sont entendues pour accepter et soumettre comme requête d'extension en vertu de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les termes de la convention collective de travail recommandés par le Tribunal d'Arbitrage, institué pour régler le litige survenu entre elles, et dont la sentence a été rendue en date du 7 mai 1948;

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "United Dominion Mining Company Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000 divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

W.-A. Lamontagne, Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: Wilfrid Alfred Lamontagne, annuitant, Marcel Collin, accountant, both of Plessisville, judicial district of Arthabaska, and Isidore Olivier, insurance agent, of Saint-Nicolas, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in grain, fertilizers, food products, ironware, building requisites and generally all articles and merchandise used on farms and by farmers, under the name of "W.-A. Lamontagne, Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

22659 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 974

Quebec, June 30, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the furniture industry in the Province of Québec.

WHEREAS, the contracting parties hereafter mentioned have agreed to accept and submit, as a request for extension under the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the provisions of the collective labour agreement recommended by the Arbitration Board, formed to settle the dispute which had arisen between them, whose award has been rendered on May 7, 1948;

D'UNE PART:

L'Association patronale des Manufacturiers de Meuble de la province de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération nationale catholique du Meuble de la province de Québec (CTCC),

Les locaux 347 et 388 de l'Union internationale des Ouvriers du Meuble (FAT),

à l'effet de rendre les dispositions de ladite convention obligatoires pour les employeurs et les salariés de l'industrie, des occupations et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 mai 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les occupations et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies, en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 mai 1948.

I. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec. Pour les fins d'application du décret, c.tte juridiction est divisée en trois (3) zones de la façon suivante:

- Zone I. Ile de Montréal.
- Zone II. La province de Québec, à l'exception des territoires des zones I et III.

Zone III. Les municipalités de la province, ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de 30 à 35 ouvriers.

II. Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des articles suivants: (L'énumération de ces articles est énonciative et non limitative).

- a) Tout ameublement de salle à dîner incluant buffets, cabinets à argenterie, cabinets de coin, chaises, tables, table à extension, tables à service, wagnonnets à thé, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.
- b) Tout ameublement de chambre à coucher incluant lits en bois, lits pliants, lits d'enfants, bureaux, coiffeuses, chiffonniers, commodes, coffres, costumiers, tables de toilette, tables de nuit, bancs, chaises, garde-robes et toute combinaison des articles ci-dessus, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

c) Tout ameublement de boudoir incluant bancs, bibliothèques et étagères, cabinets de téléphones, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets à liqueurs, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougères, étagères à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluies, tabagies et les tables de tous genres, cabinets de radio, cabinets de mur et de coin, cabinets de musique, cabinet pour gramophones et disques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

ON THE ONE PART :

"L'Association patronale des Manufacturiers de Meuble de la Province de Québec"

And, ON THE OTHER PART :

"La Fédération nationale catholique du Meuble de la Province de Québec (CTCC)".

Locals 347 and 388 of "L'Union internationale des Ouvriers du Meuble" (A. F. of L.).

for the purpose of rendering obligatory the provisions of the said agreement for the employers and the employees of the industry, occupations and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 15, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry, the occupation and the trades concerned, and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS objections have been made against the said request and were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour :

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 165 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 15, 1948.

I. Territorial jurisdiction : The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire province of Québec. For the purposes of enforcement of the decree, such jurisdiction is divided into three (3) zones, as follows :

- Zone I, Island of Montreal.
- Zone II. The Province of Québec, with the exception of the regions comprised in Zones I and III.

Zone III. The municipalities in the Province having less than 3,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, provided the establishments located in the said zone do not employ more than 30 to 35 workmen.

II. Industrial jurisdiction. The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacture of the following articles : (The following enumeration is enunciative and not limitative).

- a) All dining room furniture including buffets, silverware or china cabinets, corner cup-boards, chairs, tables, extension tables, serving tables, tea wagons, made of wood or combination of wood and any other material.
- b) All bedroom furniture, including wooden beds, folding beds, children's beds, cots and cribs, dressers, chiffoniers, vanities, chiffrobes, chests of drawers, chests, costumers, dressing tables, night tables, commodes, benches, chairs, ward-robes and any combination of the above articles, made of wood or combination of wood and any other material.

c) All living-room furniture, including benches, bookcases and bookracks, telephone cabinets, sewing cabinets, smokers' cabinets, cellarets, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals book stands, flower stands, umbrella stands smoker's sets and tables of all descriptions, radio cabinets, wall and corner cabinets, music cabinets, gramophone and record cabinets, made of wood or combination of wood and any other material.

d) Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner incluant buffets, cabinets, bases, chaises, armoires, petits bancs, tabourets, escabeaux, tables, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

e) Tout ameublement de bureau incluant cabinets, armoires, chaises, pupitres, tables, patères, paniers à papier, plateaux, bibliothèques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

f) Tout ameublement de classe incluant pupitres, chaises pliantes, tables, bibliothèques, ameublement de laboratoire, science domestique et entraînement manuel, meubles d'art, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

g) Toute table ou chaise en bois pour pelouses et porches et tout meuble d'été, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

h) Tout meuble incluant meubles pour enfants, paniers à linge, sets de table et chaises pour enfants, pharmacies, lampes de tables et lampes de planchers, cendriers en bois sur pied et fumeurs, bibliothèques, coffres de cèdre, pianos, charpentés seulement de "chesterfield", de sets de studio ou pour tout autre article rembourré, pièces de meubles entièrement ou partiellement fabriquées tel que dessus et devant de tiroirs, fabriqués spécialement pour l'assemblage d'un article d'ameublement complet, excepté les panneaux de plaquage ou de contre-plaquage coupés de longueur et de largeur seulement, sablés ou non, faits de bois et de toute autre substance.

i) Tout ameublement d'hôpital, d'hôtel, de salle publique, de club, de restaurant, de taverne et de magasin fabriqué à l'usine, incluant tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

III. *Taux minima des salaires*: Les taux de salaires minima des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles, sont les suivants:

PARTIE I

Zone I. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 71 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) est divisé par le total des heures de travail et la partie du salaire de chaque salarié excédant 87½ cents de l'heure n'est pas considérée. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

| | <i>de l'heure</i> |
|--------------------------------------|-------------------|
| Salariés de 18 ans et moins. | \$0.45 |
| Salariés de 19 ans et plus: | |
| Premier trimestre. | 0.50 |
| Deuxième trimestre. | 0.55 |
| Après le premier semestre. | 0.58 |
| Après un an. | 0.63 |
| Après deux ans. | 0.65 |

Zone II. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 64 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) est divisé par le total des heures de travail et la partie du salaire de chaque salarié excédant 82 cents de l'heure n'est pas considérée. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

| | <i>de l'heure</i> |
|--------------------------------------|-------------------|
| Salariés de 18 ans et moins. | \$0.40 |
| Salariés de 19 ans et plus: | |
| Premier trimestre. | 0.45 |
| Deuxième trimestre. | 0.50 |

d) All kitchen and breakfast room furniture including buffets, cabinets, bases, chairs, cupboards, stools, stepladders, tables, made of wood or combination of wood and any other material.

e) All office furniture including cabinets, cupboards, chairs, desks, tables, coat and hat racks, waste baskets, trays, bookcases, made of wood or combination of wood and any other material.

f) All school furniture including desks, chairs, folding chairs, tables, bookcases, laboratory, domestic science, manual training and art furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

g) All lawn, porch and summer furniture including chairs, tables, etc., made of wood or combination of wood and any other material.

h) All miscellaneous furniture including juvenile furnitures, hampers, kindergarten sets of table and chairs, medicine chests, table lamps and floor lamps, wooden ash stands and smokers, bookcases, cedar chests, pianos, frames only of chesterfields, studios and all other upholstered furniture, furniture parts entirely or partially manufactured such as shaped tops, drawer fronts manufactured specifically for incorporating into a complete article of furniture, except veneer or plywood panels cut to length and to width only, rough or sanded, made of wood and of any other material.

i) All hospital, hotel, public hall, club, restaurant, tavern and store furniture which is prefabricated, including all articles enumerated in the preceding paragraphs.

III. *Minimum rates of wages*: The minimum rates of wages of the employees (including the members of the female staff), working at manufacturing or repairing of furniture and other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen, stationary enginemen, and of men committed to shipping, transportation and to the maintenance or repair of machines and buildings, shall be the following:

PART I

Zone I: The average wage shall not be less than \$0.71 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding \$0.87½ per hour shall not be considered. The minimum wages are fixed as follows:

| | <i>per hour</i> |
|---|-----------------|
| Employees of 18 years of age or younger | 0.45 |
| Employees of 19 years of age and over: | |
| First three months. | 0.50 |
| Second three months. | 0.55 |
| After six months. | 0.58 |
| After one year. | 0.63 |
| After two years. | 0.65 |

Zone II: The average wage shall not be less than \$0.64 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked and that part of the wages of each employee exceeding \$0.82 per hour is not considered. The minimum wages are fixed as follows:

| | <i>per hour</i> |
|---|-----------------|
| Employees of 18 years of age or younger | \$0.40 |
| Employees of 19 years of age and over: | |
| First three months. | 0.45 |
| Second three months. | 0.50 |

| | |
|--------------------------------|------|
| Après le premier semestre..... | 0.53 |
| Après un an..... | 0.58 |
| Après deux ans..... | 0.60 |

| | |
|-----------------------|------|
| After six months..... | 0.53 |
| After one year..... | 0.58 |
| After two years..... | 0.60 |

Zone III. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 58 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant excluse) est divisé par le total des heures de travail et la partie du salaire de chaque salarié excédant 75 cents de l'heure n'est pas considérée. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

Zone III: The average wage shall not be less than \$0.58 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding \$0.75 per hour is not considered. The minimum wages are fixed as follows:

| | <i>de l'heure</i> |
|----------------------------------|-------------------|
| Salariés de 18 ans et moins..... | \$0.35 |
| Salariés de 19 ans et plus: | |
| Premier trimestre..... | 0.40 |
| Deuxième trimestre..... | 0.45 |
| Après le premier semestre..... | 0.48 |
| Après un an..... | 0.53 |
| Après deux ans..... | 0.55 |

| | <i>per hour</i> |
|---|-----------------|
| Employees of 18 years of age or younger | \$0.35 |
| Employees of 19 years of age and over: | |
| First three months..... | 0.40 |
| Second three months..... | 0.45 |
| After six months..... | 0.48 |
| After one year..... | 0.53 |
| After two years..... | 0.55 |

L'expérience acquise dans l'industrie au moment de la mise en vigueur du présent décret compte pour l'application immédiate des taux minima ci-haut prévus.

The experience acquired in the industry at the time of the coming into force of the present decree is taken into account for the immediate application of the minimum hourly rates provided for hereinabove.

Les augmentations de salaires que tout employeur doit accorder, pour atteindre la moyenne de sa zone, doivent être réparties également, d'une manière uniforme, parmi tous les salariés dont les salaires n'ont pas déjà été ajustés en vertu du paragraphe précédent.

The increases in wages that any employer shall have to grant, in order to reach the average for his zone, shall be distributed equally, in a uniform manner, amongst all the employees whose wages have not been already adjusted in accordance with the preceding subsection.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires, parce que la moyenne n'a pas été observée, les montants ainsi réclamés doivent être distribués également, d'une manière uniforme, parmi les salariés ayant deux années d'expérience ou moins.

During the course of the duration of the present decree, if the Joint Committee of the furniture Industry has to file claims for wages, because of the fact that the average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed equally, in a uniform manner, among the employees having two years' experience of less.

Pour fins de calcul de la moyenne minimum des salaires prévue au présent article, tous salaires du ou des propriétaires des industries soumises aux dispositions du présent décret et, dans le cas d'une compagnie limitée, tous salaires des membres du conseil d'administration, ne peuvent être compris dans la computation de telle moyenne.

For the purpose of computing the minimum average wages provided for under the present section, all wages of the owner or owners of industries governed by the provisions of the present decree and, in the case of a limited company, all wages of the members of the administration board, shall not be included in the computation of such average.

Cependant, les employeurs peuvent opter pour le système de classification de salaires ci-après décrété.

However, the employers may adopt the following wage classification system:

PARTIE II

PART II

Classification des opérations et des salariés et taux minima de salaire

Classification of operations and employees and minimum rates of wages

Les employeurs qui optent en faveur d'un système de classification doivent respecter les conditions suivantes et leur option doit être déclarée au Comité paritaire au cours de la première période de trente (30) jours qui suit la publication du décret dans la *Gazette officielle de Québec*, sans quoi, ils sont présumés avoir opté pour l'application des salaires minima apparaissant dans la première partie du présent article.

The employers who declare themselves in favour of a system of classification shall have to respect the following conditions and their choice must be declared to the Parity Committee during the course of the first thirty days period following the publication of the decree in the *Quebec Official Gazette*, otherwise they are considered as having declared themselves in favour of the application of the minimum wages appearing in the first part of the present section.

| <i>Classes</i> | <i>Taux honoraires minima</i> | | |
|---------------------------------|-------------------------------|-----------|------------|
| | <i>Zones</i> | | |
| | <i>I</i> | <i>II</i> | <i>III</i> |
| Classe I..... | \$0.75 | \$0.70 | \$0.65 |
| Classe II..... | 0.68 | 0.63 | 0.58 |
| Classe III..... | 0.65 | 0.60 | 0.55 |
| Classe IV: | | | |
| Premier trimestre..... | 0.50 | 0.45 | 0.40 |
| Deuxième trimestre... .. | 0.55 | 0.50 | 0.45 |
| Après le 1er semestre... .. | 0.58 | 0.53 | 0.48 |
| Après un an..... | 0.63 | 0.58 | 0.53 |
| Salarié de 18 ans et moins..... | 0.45 | 0.40 | 0.35 |

| <i>Classes</i> | <i>Minimum hourly rates</i> | | |
|--|-----------------------------|-----------|------------|
| | <i>Zones</i> | | |
| | <i>I</i> | <i>II</i> | <i>III</i> |
| Class I..... | \$0.75 | \$0.70 | \$0.65 |
| Class II..... | 0.68 | 0.63 | 0.58 |
| Class III..... | 0.65 | 0.60 | 0.55 |
| Class IV: | | | |
| First three months... .. | 0.50 | 0.45 | 0.40 |
| Second three months... .. | 0.55 | 0.50 | 0.45 |
| After six months..... | 0.58 | 0.53 | 0.48 |
| After one year..... | 0.63 | 0.58 | 0.53 |
| Employees of 18 years of age and younger.. | 0.45 | 0.40 | 0.35 |

OPÉRATIONS ET SALARIÉS
DE LA CLASSE I

A) *Département des machines:*
Opérateur, tour à bois manuel.
Opérateur, machine "Linderman".
Opérateur, moulreuse.
Opérateur, machine à tenon double.
Opérateur, scie à moulure.
Opérateur, tour automatique (couteau simple exclus).
Opérateur de "shaper".
Opérateur, scie à ruban.
Opérateur, scie à débiter.
Opérateur, scie à refendre automatique.

B) *Département du "Veneer":*
Assortir et couper "Veneer" (Noyer-chêne-acajou)

C) *Département de l'assemblage:*
Ajusteur de tiroirs et portes.
Assemblage final: Lits, tables, charpentes, pupitres, etc.
Assemblage, crampe pour caisse.

D) *Département de la Finition:*
Peinture au fusil, couche finale.
Peinture au pinceau, couche finale.

E) *Entretien, expédition, chauffage, transport, etc.*
Homme d'entretien, excepté journaliers.
Préposé à l'expédition.
Chauffeur de bouilloires, mécanicien de machines fixes, avec certificat.
Chauffeur de camions.

OPÉRATIONS ET SALARIÉS
DE LA CLASSE II

Opérateur de "router".
Opérateur, collage du "Veneer".
Perceuse multiple (plus que 3 mèches).
Opérateur, mortoiseuse multiple.
Opérateur, tour automatique (couteau simple).
Opérateur, planeur à finir.
Opérateur, sableuse à courroie.
Opérateur, sableuse 3 rouleaux.
Choisir et couper "Veneer" (excepté noyer-chêne-acajou).
Assembleur de chaises (avec crampe à chaise).
Polisseur à la main ou à la machine.
Opérateur, fusil à peinture (fini préliminaire).
Opérateur, machine à tenon simple.
Opérateur, machine à gougeon.
Opérateur, corroyeur à main.
Opérateur, crampe à colle.
Opérateur, scie double à couper de longueur.
Opérateur, scie double à refendre (largeur et longueur).
Opérateur, jointeuse automatique.
Opérateur, machine à gommer (aussi "splicer").
Opérateur, "Chuck" double.
Décoration de meubles et posage de transfert.
Poseur de miroirs.
Préposé à l'expédition (crétagé et emballage).

OPÉRATIONS ET SALARIÉS
DE LA CLASSE III

Opérateur, corroyeur automatique.
Opérateur, planeur à blanchir.
Assemblages préliminaires (avec serre-joints).
Peintre (teinture ou autre matériel à la main).
Peintre (essuyer teinture ou autre matériel).
Sabler (Sealer).
Baigner articles dans teinture, vernis, etc.

OPERATIONS AND EMPLOYEES
OF CLASS I

A) *Machine Department*
Hand turning lathe operator.
Linderman machine operator.
Sticker operator.
Double end tenon machine operator.
Trim saw miterer operator.
Automatic lathe operator (except back knife).
Shaper operator.
Band saw operator.
Cut-off saw operator.
Automatic rip saw operator.

B) *Veneer Department*
Veneer matcher and cutter: Oak — walnut — mahogany.

C) *Assembly Department*
Drawer and door fitter.
Final assembler: Beds, tables, frames, desks, etc.
Case clamp assembler.

D) *Finishing Department*
Spray operator, finish.
Brush operator, finish.

E) *Maintenance, Shipping, Heating, Cartage, etc.*
Maintenance men, less common labour.
Shippers.
Firemen, stationary enginemen with certificate.
Truck drivers.

OPERATIONS AND EMPLOYEES
OF CLASS II

Router operator.
Veneer gluing operator.
Multiple borer operator (over three spindles).
Multiple mortizer operator.
Automatic lathe operator (back knife).
Finishing planer operator.
Belt sander operator.
Three drum sander operator.
Veneer selector and cutter (except walnut — oak — mahogany).
Chair assembler (with clamp).
Hand or machine polisher.
Spray operator (preliminary finish).
Single end tenon machine operator.
Rod turning machine operator.
Hand buzz planer operator.
Clamp carrier operator.
Double saw operator (cuts to length).
Double trim saw operator (cuts to length and width).
Automatic jointer operator.
Taping machine and splicer operator.
Double chucking machine operator.
Decorator and transferer.
Mirror fixer.
Crater and packer.

OPERATIONS AND EMPLOYEES
OF CLASS III

Automatic buzz planer operator.
Rough planer operator.
Sub assemblies with clamps.
Brush stain-filler or any other material.
Wipe stain-filler or any other material.
Sealer (sanding sealer).
Dip-stain filler, sealer, varnish, etc.

| | |
|--|---|
| Opérateur, sableuses diverses (excepté courroie). | Operator of miscellaneous sanding machines except belt. |
| Appareiller panneaux de bois. | Wood panel matching. |
| Préposé au pilage du bois pour les séchoirs. | Piling lumber for dry kiln. |
| Assembleur de chaises ou parties de chaises (sans l'aide de serre-joints). | Chair or chair parts assembler (no clamp). |
| Inspecteur et réparer feuilles de "Veneer". | Inspecting and repairing veneer. |
| Assembleur de tiroirs (sans l'aide de serre-joints). | Drawer assembler (no clamp). |
| Opérateur de "Chuck" simple. | Single chuck operator. |
| Opérateur de perceuse simple (1 et 2 mèches). | Single-borer operator (1 and 2 spindles). |

OPÉRATIONS ET SALARIÉS
DE LA CLASSE IV

OPERATIONS AND EMPLOYEES
OF CLASS IV

Toutes les opérations qui n'apparaissent pas dans les classes I, II, et III.

All operations not appearing in classes I, II and III.

Dispositions spéciales

Special provisions

1. Avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, tout salarié a droit au taux de salaire prévu pour ce groupe; lorsqu'il a atteint l'âge de 19 ans, son taux minimum est celui prévu pour le premier trimestre à la classe IV et le taux est augmenté, tel qu'indiqué, pour le deuxième trimestre et ainsi de suite.

Before reaching the age of 19, any employee is entitled to the rate of wages provided for this group; and when the employee has reached the age of 19, his minimum rate is that which is provided for the first three (3) months in Class IV, and such rate shall be increased, as indicated, for the second three (3) months and so on.

2. Aucun salarié n'a droit au taux minimum horaire d'une opération classifiée, à moins d'avoir une année d'expérience dans l'industrie, pas nécessairement dans le même établissement industriel, tout en tenant compte de la restriction prévue au paragraphe précédent pour les salariés de moins de 19 ans.

2. No employee is entitled to the minimum hourly rate fixed for a classified operation, unless he has a year's experience in the industry, not necessarily in the same industrial establishment, due allowance being made for the restriction provided for in the preceding subsection respecting employees of less than 19 years of age.

3. Lorsque les conditions ci-haut mentionnées ont été observées, tout employeur doit payer à tout salarié exécutant une opération classifiée, au moins le taux prévu pour la dite opération.

When the above conditions have been fulfilled, every employer shall pay to every employee performing a classified operation, at least the rate provided for such operation.

4. Si un salarié exécute plusieurs opérations, il doit recevoir comme taux régulier, au moins le taux le plus élevé prévu dans la classification ci-dessus.

4. If an employee performs several operations, he shall receive as his regular rate, at least the highest rate provided for in the above classification.

5. L'expérience acquise dans l'industrie, au moment de la mise en vigueur du présent décret, compte pour l'application immédiate des taux plus haut mentionnés.

5. The experience acquired in the industry, at the time when the present decree becomes effective, is to be taken into account for the immediate application of the above mentioned rates.

IV. Les clauses ci-dessus ne peuvent en aucun cas permettre la réduction des taux de salaires actuellement payés, soit à l'heure, soit à la pièce.

IV. The above mentioned clauses cannot, in any event, permit the reduction of the wage rates actually paid, either by the hour or for piece work.

V. *Semaine de travail et temps supplémentaire*
Zones I, II et III:

V. *Regular working week and overtime. Zones I, II and III.* a) The regular working week in Zones I, II and III consists of fifty (50) hours, that is, nine (9) hours per day from Monday to Friday inclusively, and five (5) hours on Saturday.

a) La semaine régulière de travail dans les zones I, II et III est de cinquante (50) heures, soit neuf (9) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, et cinq (5) heures, le samedi.

b) During the regular working week described above, work shall be performed between 7.00 a.m. and 6.00 a.m., from Monday to Friday inclusively, and between 7.00 a.m. and 12 o'clock noon on Saturday.

b) Le travail, durant la semaine régulière ci-haut décrite, doit être exécuté entre sept (7) heures du matin et six (6) heures du soir, du lundi au vendredi inclusivement, et entre sept (7) heures du matin et midi le samedi.

c) Every year, from the first pay period of June to the first pay period of October there shall be no work on Saturday morning. In such case, in order to maintain the regular working week indicated in the first subsection of the present section, the regular working day shall not exceed ten (10) hours and the work shall be performed from Monday to Friday inclusively, between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., unless an agreement to the contrary has been made. Any work performed outside the regular hours provided for hereinabove shall be remunerated at the rate of time and one half.

c) De la première période de paye de juin à la première période de paye d'octobre, chaque année, il n'y a pas de travail le samedi matin. Dans ce cas, la journée régulière de travail ne doit pas excéder dix (10) heures et le travail est exécuté du lundi au vendredi inclusivement, entre sept (7) heures du matin et six (6) heures du soir, à moins d'entente à ce contraire, pour conserver la semaine régulière indiquée au premier paragraphe du présent article. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières ci-haut prévues doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d) La semaine normale de travail des préposés à l'expédition, à l'entretien et à la réparation, est de cinquante (50) heures et la journée régulière de travail ne doit pas excéder dix (10) heures, sans

d) The regular work week for employees committed to shipping, maintenance and repair shall consist of fifty (50) hours and the regular working day shall not exceed ten (10) hours,

restriction quant à l'heure du début et de la fin du travail. Tout travail exécuté après cinquante (50) heures doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

e) La semaine normale des chauffeurs de bouilloires et des mécaniciens de machines fixes, est de cinquante-six (56) heures, sans autre restriction. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

f) Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux gardiens, aux chauffeurs de camions et aides, aux préposés aux camions, aux conducteurs de voitures à traction animale et aides.

g) Nonobstant ce qui précède, l'employeur a le droit d'employer une équipe régulière de nuit, entre sept (7) heures p.m. et six (6) heures a.m., sauf le samedi et le dimanche. La règle du travail supplémentaire, à raison de salaire et demi, s'applique aux travailleurs de l'équipe régulière de nuit, en dehors des heures ci-haut indiquées.

h) Sauf entente au contraire, si une équipe régulière travaille moins de cinquante (50) heures, les salariés concernés reçoivent leur taux régulier, à temps simple, jusqu'à concurrence de cinquante (50) heures par semaine, après quoi la règle du temps supplémentaire à raison de salaire et demi s'applique.

VI. *Dimanches et jours de fêtes: a) Zone I:* Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire double: tous les dimanches; le 1er de l'An; le Vendredi Saint; la Saint-Jean-Baptiste; la Confédération; la Fête du Travail; la Toussaint et le jour de Noël.

b) *Zones II et III.* Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire et demi: tous les dimanches; le Premier de l'An; l'Épiphanie; le Vendredi Saint; l'Ascension; la Toussaint; l'Immaculée Conception et le Jour de Noël.

La même règle s'applique aux jours de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération et de la Fête du Travail, en ce qui concerne les manufacturiers de meubles qui se trouvent dans une localité où ces jours sont déclarés fêtes publiques.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux chauffeurs de bouilloires, mécaniciens de machines fixes, gardiens, chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

VII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du lieu de travail un dimanche ou un jour de fête religieuse.

VIII. *Minimum de paie.* Tout salarié requis de se présenter à l'usine pour son travail doit recevoir une rémunération minimum équivalente à trois (3) heures de travail.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à un arrêt des opérations de l'usine et d'un département, dans tous les cas de force majeure.

IX. *Paiement du salaire.* Le montant total de la paie, le nombre d'heures de travail, le temps supplémentaire et le taux horaire doivent être inscrits sur l'enveloppe de paie.

X. *Vacances payées.* Tout salarié assujéti au présent décret a droit à des vacances payées conformément aux dispositions de l'Ordonnance N° 3 de la Commission du Salaire Minimum de la Province de Québec.

XI. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans

without restriction as to the hour at which work starts and finishes. Any work performed in excess of fifty (50) hours shall be remunerated at the rate of time and a half.

e) The regular working week for firemen and stationary enginemen shall consist of fifty-six (56) hours, without any other restriction. Any work performed in excess of fifty-six (56) hours shall be remunerated at the rate of time and a half.

f) The foregoing provisions do not apply to watchmen, truck-drivers and their helpers, truckmen (préposés aux camions) nor to horse-drawn vehicle drivers and their helpers.

g) Notwithstanding the foregoing, the employer has the right to employ a regular night shift, between seven (7) p.m. and six (6) a.m., except on Saturday and Sunday. The clause for overtime, at the rate of time and a half, applies to the workers of the regular night shift, for the work they perform outside the regular hours indicated hereinabove.

h) Unless an agreement to the contrary be made if a regular shift works less than fifty (50) hours, the workers involved shall receive their regular rate, regular straight time, up to fifty (50) hours per week, after which the clause for overtime at the rate of time and a half shall apply.

VI. *Sundays and Holiday a) Zone I:* Any work performed during any one of the hereinafter mentioned holidays shall be paid at the rate of double time; Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day and Christmas Day.

b) *Zones II and III.* Any work performed during any of the hereinafter mentioned holidays shall be paid at the rate of time and one half; Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, All Saint's Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

This same ruling applies to St. John the Baptist Day, Dominion Day and Labour Day in respect to furniture manufacturers located in districts where they are declared public holidays.

The provisions of this section do not apply to boiler firemen, stationary enginemen, watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

VII. No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, a worker not going to work on a Sunday or a religious feast of obligation.

VIII. *Minimum pay.* Any employee requested to report for work shall receive a minimum amount equivalent to three (3) hours' pay.

The provisions of this section do not apply in the case the suspension of operations in a plant or in any department due to circumstances beyond control.

IX. *Payment of wages.* The total amount of the salary, the number of hours worked, overtime and the hourly rate are to be shown on the pay envelope.

X. *Vacation with pay.* Every employee subject to the present decree is entitled to vacations with pay in conformity with the provisions of Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission of the Province of Quebec.

XI. On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree, in the terri-

la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XII. Le présent décret abroge le décret numéro 639 du 21 février 1946 et ses amendements.

XIII. *Durée du décret.* Le présent décret demeure en vigueur pendant une période d'un an, à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvelle de plein droit d'année en année par la suite, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties par un avis écrit signifié à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme dudit décret. Tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

XIV. Les dispositions de l'article I (Juridiction territoriale), relatives à la modification du zonage par rapport au décret numéro 639 du 21 février 1946 et ses amendements, n'entreront en vigueur que dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*. Dans l'intervalle, la juridiction territoriale telle que décrite dans ledit décret numéro 639 et ses amendements, est maintenue.

A. MORISSET,
22677-o Greffier du Conseil Exécutif.

torial jurisdiction contemplated by the present decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee be formed. This new committee supersedes the old one and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XII. The present decree repeals the decree number 639 of February 21, 1946, and all its amendments.

XIII. *Duration of the decree.* The present decree remains in force for a period of one year from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It then renews itself automatically from year to year, unless it be denounced by either of the parties by a written notice sent to the other party within a delay which shall neither be more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days before the expiration of the term of the said decree. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

XIV. The provisions of section I (Territorial jurisdiction), containing changes in zones with respect to decree number 639 of February 21, 1946, and its amendments, shall come into force only four (4) months after the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette*. In the meantime the territorial jurisdiction, as described in the said decree number 639 and its amendments, shall be maintained.

A. MORISSET,
22677-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 30 juin 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT la Société des Artisans, l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport et la "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

ATTENDU que par arrêté ministériel numéro 717, ratifié le vingt-sept mai 1948, diverses compagnies d'assurances, de fiducie ou de prêts ont été autorisées à consentir des prêts d'habitation tels que prévus à la "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation"; 12, George VI, chapitre 6;

ATTENDU que la Société des Artisans et l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport n'avaient pas encore inscrit leur demande officielle lors de la présentation de ce dernier arrêté ministériel;

ATTENDU qu'il est expédient que les dites compagnies soient autorisées à concourir à la "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation";

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE la Société des Artisans et l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport soient autorisées à consentir des prêts d'habitation prévus à la "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation", 12, George VI, chapitre 6.

A. MORISSET,
22660-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, June 30, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the "Société des Artisans, l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport" and the "Act to improve Housing Conditions."

WHEREAS by Order in Council number 717 ratified on the twenty-seventh of May, 1948, several insurance, trust or loan companies have been authorized to make housing loans as provided by the "Act to improve Housing Conditions", 12 George VI, chapter 6;

WHEREAS the "Société des Artisans" and "l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport" had not yet filed their official request, at the time of the presentation of this said Order in Council;

WHEREAS it is expedient that the said companies be authorized to cooperate with the "Act to improve Housing Conditions";

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the "Société des Artisans and l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport" be authorized to make housing loans as provided by the "Act to improve Housing Conditions", 12 George VI, chapter 6.

A. MORISSET,
22660-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Actions for Separation as to Property

Dame Omer Boisvert, épouse de Léo O'Malley, cultivateur, du canton de Magog, district de St-François, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Magog, ce 12 juillet 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
22661-o YVES FOREST.

Dame Omer Boisvert, wife of Léo O'Malley, farmer, of the township of Magog, district of St. Francis, has instituted an action for separation as to property against her husband.

Magog, this 12th day of July, 1948.

YVES FOREST,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 263,162. Dame Jeannette Parenteau, épouse commune en biens de Gérard Lamy, de Montréal, demanderesse, vs Ledit Gérard Lamy, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur lundi, le 28 juin 1948.

Montréal, le 5 juillet 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
22662-o BERTRAND GRÉGOIRE & DANSEREAU.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 263,162. Dame Jeannette Parenteau, wife common as to property of Gérard Lamy, of Montreal, plaintiff; vs the said Gérard Lamy, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case against the defendant on Monday the 28th day of June, 1948.

Montreal, July 5, 1948.

BERTRAND, GRÉGOIRE & DANSEREAU,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec. District de Québec, N° 54292. Cour Supérieure. Marie-Louise Masse, épouse commune en biens de Jean-Charles Couturier, de la cité de Québec, demanderesse, vs Jean-Charles Couturier, commerçant, du même lieu, défendeur. La demanderesse a intenté au défendeur une action en séparation de biens, le 7 juillet 1948.

Québec, 12 juillet 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
22676-o GUÉRARD et PELLAND.

Province of Quebec. District of Quebec, No. 54292. Superior Court. Marie-Louise Masse, wife common as to property of Jean-Charles Couturier, of the City of Quebec, Plaintiff, vs Jean-Charles Couturier, tradesman, of said City, Defendant. An action in separation as to property was instituted by Plaintiff against Defendant, on July 7th, 1948.

Quebec, July 12th, 1948.

GUÉRARD and PELLAND,
Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

Avis est donné que le changement de nom de "La Fraternité Nationale Catholique des Employés de Transport de Québec Inc." en celui de "La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec Inc." a été autorisé par l'honorable Secrétaire de la Province le 17 juin 1948, et ce conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Notice is hereby given that the change of name of "La Fraternité Nationale Catholique des Employés de Transport de Québec Inc.", into that of "La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec Inc." has been authorized by the Honourable the Provincial Secretary on the 17th of June, 1948, and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 juin 1948.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province
22663-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
22663-o Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National Catholique du Textile du Cap-de-la-Madeleine Inc. (Mason Spinning-Laurentian Silk)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 juin 1948.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique du Textile du Cap-de-la-Madeleine Inc." (Mason Spinning-Laurentian Silk)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 23, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22664-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
22664-o Under Secretary of the Province.

LES UTILITÉS DOMESTIQUES, LIMITÉE
DOMESTIC UTILITIES, LIMITED

Règlement N° 5

(Concernant l'augmentation du nombre de directeurs)

"Les Utilités Domestiques, Limitée — Domestic Utilities, Limited" décrète ce qui suit:

A compter de ce jour, le nombre de ses directeurs qui est actuellement de trois sera augmenté à cinq.

Fait et signé à Québec, ce huitième jour d'avril 1948.

Adoptée à l'unanimité.

Le Président,
GEORGES-A. LANGLOIS.

Le Secrétaire,
GABRIEL MERCIER.

22671-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National de l'Amiante de St-Rémi de Tingwick, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 juin 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Rémi de Tingwick, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN-BRUCHÉSI,

22673-o

ALGO JUNIORS INCORPORATED

Règlement N° 23

Il est préposé, secondé et adopté à l'unanimité:

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs de 3 à 4; que le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4).

Montréal, le 27 janvier 1948.

(Le Président) et Président de
de l'assemblée des directeurs,
M. J. SCHAFFER.

(Le Secrétaire) et Secrétaire de
de l'assemblée des directeurs,
RUTH RAUCH.

22674-o

NIRA DRESS INC.

Règlement N° 26

Attendu qu'il y a lieu de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de quatre à trois:

En conséquence qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en diminuant le nombre desdits directeurs de quatre à trois, dont deux formeront un quorum.

Et que le règlement N° 7 soit modifié pour s'y conformer.

Daté le deux juin, mil neuf cent quarante-huit.

Le Président,
S. TAMARIN.

Le Secrétaire,
B. GREENBERG.

22675-o

LES UTILITÉS DOMESTIQUES, LIMITÉE
DOMESTIC UTILITIES, LIMITED

By-Law No. 5

(Concerning the increase in the number of Directors)

"Les Utilités Domestiques, Limitée" — Domestic Utilities, Limited" enacts the following:

That as from to-day, the number of its directors, which is actually three, will be increased to five.

Passed and signed at Quebec, this eighth day of April, 1948.

Unanimously adopted.

GEORGES A. LANGLOIS,
President.

GABRIEL MERCIER,
Secretary.

22671

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National de l'Amiante de St-Rémi de Tingwick Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary June 22, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St. Rémi de Tingwick, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

22673-o

ALGO JUNIORS INCORPORATED

By-Law No. 23

It was moved, seconded and unanimously passed:

Whereas it is in the Company's interest to increase the number of Directors from 3 to 4; that the number of Directors of the Company is increased from three (3) to four (4).

Montreal, January 27, 1948.

M. J. SCHAFFER,
(President) & Chairman,
of Director's Meeting.

RUTH RAUCH,
(Secretary) & Secretary,
of Directors Meeting.

22674-o

NIRA DRESS INC.

By-Law No. 26

Whereas it is expedient to decrease the number of Directors of the Company from four to three;

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company:

That the number of Directors of the Company be varied by decreasing the number of such Directors from four to three, two of whom shall form a quorum.

And that By-law No. 7 be amended to accord herewith.

Dated this second day of June, one thousand nine hundred and forty-eight.

S. TAMARIN,
President.

B. GREENBERG,
Secretary.

22675-o

SAMUEL & SAMUEL CLOTHING MFG. INC.

"Le règlement N° 18 de la compagnie est, par les présentes, amendé en diminuant le nombre des directeurs de quatre à trois, et un quorum de trois à deux."

Donné à Montréal, ce 23 juin 1948.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
[Sceau]

Le Président,
SAMUEL GILBERT.

La Secrétaire-trésorier,

22679 ROSE GILBERT, (née Shulman)

SAMUEL & SAMUEL CLOTHING MFG. INC.

"By-law No. 18 of the company is hereby amended by reducing the number of directors from four to three, and a quorum from three to two."

Enacted, at Montreal, on the 23rd of June, 1948.

Witness: the Corporate seal of the Company.
[Seal]

SAMUEL GILBERT,
President.

ROSE GILBERT, (née Shulman)
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Ste-Famille du Cap", en date du 15 avril 1948, dont le siège social est situé au Cap-de-la-Madeleine, Comté de Champlain, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 23 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,

22685-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Ste-Famille du Cap" under date the 15th day of April, 1948, whereof the head office is at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-third day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,

22685-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Entraide Immobilière Laurentienne", en date du 31 mai 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 8 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,

22686-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Entraide Immobilière Laurentienne", under date the thirty-first day of May, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this eighth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,

22686-o Under Secretary of the Province.

Avis est donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 13 juillet 1948, les règlements 1 à 40 inclusivement du "Club Richelieu Montréal Incorporé", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la loi 11 Geo. VI, ch. 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province
le 15 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,

22694-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on July 13, 1948, approved by-laws 1 to 40 inclusively of the "Club Richelieu Montréal Incorporé", and such in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 11 George VI, chap. 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,

22694 Under Secretary of the Province.

CLUB RICHELIEU MONTRÉAL INCORPORÉE

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province le 13 juillet 1948, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à douze:

"6. Les affaires de l'association seront conduites par un bureau de direction composé de 12 membres."

Copie conforme.

Le Secrétaire,
MICHEL-E. ROBILARD,
Notaire.

22695-o

CLUB RICHELIEU MONTRÉAL INCORPORÉ

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation, as approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 13, 1948, concerning the increase in the number of directors from three to twelve:

"6. The affairs of the association will be managed by a board of directors composed of 12 members."

True copy.

MICHEL-E. ROBITAILLE,
Notary,
Secretary.

22695

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Foyer Idéal", en date du 28 juin 1948, dont le siège social est situé à Coaticook, comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22696-o JEAN BRUCHÉSI.

THE BRITISH RUBBER COMPANY LIMITED

Règlement spécial "A"

"Que le règlement 10 des Règlements Généraux de la compagnie soit et est par les présentes amendé en augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à neuf, cinq desquels formeront un quorum".

Nous soussignés, respectivement président et secrétaire-trésorier de "The British Rubber Company Limited" certifions par les présentes que le règlement spécial "A" ci-haut mentionné a été adopté à une assemblée des directeurs de la dite compagnie dûment convoquée et tenue suivant les règlements de la compagnie, le trente juin 1948; et que le dit règlement fut subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé par les détenteurs de toutes les actions émises ou courantes du capital social de la Compagnie à une assemblée spéciale générale des détenteurs d'actions dûment convoquée pour prendre en considération le dit règlement, et tenue le trentième jour de juin, 1948.

Signé par nous sous le sceau de la compagnie ce neuvième jour de juillet, 1948.

Le Président,
A. L. MAILMAN.
Le Secrétaire-trésorier,
W. H. DAVIS.

22697

THE BRITISH RUBBER COMPANY OF CANADA LIMITED

Règlement II-(a)

"II-(a) Que le règlement II des règlements généraux de la Compagnie soit et est par les présentes amendé en augmentant le nombre des directeurs de la Compagnie de neuf à onze, six desquels formeront un quorum".

Nous soussignés, respectivement président et secrétaire de "The British Rubber Company of Canada Limited" certifions par les présentes que le règlement II-(a) ci-haut mentionné a été adopté à une assemblée des directeurs de ladite Compagnie dûment convoquée et tenue en vertu des règlements de la Compagnie le trentième jour de juin 1948; et que ledit règlement a été subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé par les détenteurs de toutes les actions émises et courantes du capital social de la Compagnie, à une assemblée générale spéciale des dits détenteurs dûment convoquée pour prendre en considération ledit règlement et tenue ledit trentième jour de juin, 1948.

Signé par nous sous le sceau de la Compagnie ce trentième jour de juin, 1948.

Le Président,
A. L. MAILMAN.
Le Secrétaire-trésorier,
W. H. DAVIS.

22698

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Foyer Idéal", under date the twenty-eighth day of June, 1948, whereof the head office is at Coaticook, county of Stanstead, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

THE BRITISH RUBBER COMPANY LIMITED

Special By-law "A"

"That By-law 10 of the general By-laws of the company be and the same is hereby amended by increasing the number of the company's directors from three to nine, five of whom shall form a quorum."

We, the undersigned, being respectively the President and Secretary-Treasurer of the "British Rubber Company Limited" do hereby certify that the foregoing special By-law "A" was enacted at a meeting of the Board of Directors of the said company duly called and held in accordance with the By-laws of the company on the 30th day of June, 1948; and that such By-law was subsequently ratified, sanctioned and confirmed by the holders of all the issued and outstanding shares of the company's capital stock, at a special general meeting of such shareholders duly called to consider the said By-law and held on the said 30th day of June, 1948.

Witness our hands and the seal of the company this 9th day of July, 1948.

A. L. MAILMAN,
President.
W. H. DAVIS,
Secretary-Treasurer.

22697-o

THE BRITISH RUBBER COMPANY OF CANADA LIMITED

By-Law II-(a)

"II-(a) That By-law II of the General By-Laws of the Company be and the same is hereby amended by increasing the number of the Company's Directors from nine to eleven, six of whom shall form a quorum."

We, the undersigned, being respectively the President and Secretary of "The British Rubber Company of Canada Limited", do hereby certify that the foregoing By-Law II-(a) was enacted at a meeting of the Board of Directors of the said Company duly called and held in accordance with the By-laws of the Company on the 30th day of June, 1948; and that such By-law was subsequently ratified, sanctioned and confirmed by the holders of all the issued and outstanding shares of the Company's capital stock, at a Special General Meeting of such shareholders duly called to consider the said By-law and held on the said 30th day of June, 1948.

Witness our hands and the seal of the Company this 30th day of June, 1948.

A. L. MAILMAN,
President.
W. H. DAVIS,
Secretary.

22698-o

REALTIES SECURITIES LIMITED

Règlement spécial "D"

Un règlement pour autoriser la distribution des biens de la compagnie.

Qu'il soit et il est édicté ce qui suit:

1. La distribution des biens de la compagnie au prorata entre les actionnaires selon leurs droits respectifs ou selon les directions données à la compagnie en ce qui regarde la distribution par tous les actionnaires est par les présentes autorisée.

2. Deux officiers ou directeurs quelconques de la compagnie sont par les présentes autorisés et ordonnés pour et au nom de la compagnie à signer, exécuter et transmettre, et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et faire faire tous tels actes et choses que, à leur discrétion, ils croient opportun afin d'exécuter et donner effet à la distribution de ses biens entre ses actionnaires, selon les dispositions précitées dudit règlement.

Certifié vraie copie du règlement spécial "D", édicté par les directeurs de Realities Securities Limited à une assemblée tenue le 21 mai, 1948, et unanimement approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée afin de considérer tel règlement, et tenue le 28 mai, 1948.

Montréal, P.Q., Juin le 3, 1948.

22699

Le Secrétaire,
E. J. HUNTINGTON.

REALTIES SECURITIES LIMITED

Special By-Law "D"

A by-law to authorize the distribution of the Company's Assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The distribution of the assets of the Company rateably among the Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the Shareholders is hereby authorized.

2. Any two Officers or Directors of the Company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the Company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its Shareholders in accordance with the foregoing provisions of this By-law.

Certified to be a true copy of Special By-law "D" enacted by the Directors of "Realities Securities Limited" at a meeting held on May 21st, 1948, and unanimously approved at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company duly called for the purpose of considering such by-law and held on May 28th, 1948.

Montréal, P.Q., June 3rd, 1948.

22699-o

E. J. HUNTINGTON,
Secretary.

Chartes — Abandon de

ABANDON DE CHARTE

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions de la 1ère partie de la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd., demandera au Lieutenant-Gouverneur d'accepter l'abandon de sa charte à une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Montréal, ce 10 juillet 1948.

22678-o

Le Président,
EGILLE LORD.

Charters — Surrender of

SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, the company "J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd.", will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 10th day of July, 1948.

22678-o

EGILLE LORD,
President.

REALTIES SECURITIES LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Realities Securities Limited" donne avis, par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 3 juin 1948.

22700-o

Le Secrétaire,
E. J. HUNTINGTON.

REALTIES SECURITIES LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Realities Securities Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and from which it shall be dissolved.

Montréal, P.Q., June 3rd, 1948.

22700-o

E. J. HUNTINGTON,
Secretary.

GENERAL STEAMSHIPS TERMINALS LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie ci-dessus demandera la permission d'a-

GENERAL STEAMSHIPS TERMINALS LIMITED

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies' Act, the above

bandonner sa Charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Trois-Rivières, P.Q., Juillet, 7, 1948.

22665-o

Le Secrétaire,
JOS. ST-ANTOINE,

Company will make application for leave to surrender its Charter.

Trois-Rivières, P.Q., July 7, 1948.

22665-o

JOS. ST-ANTOINE.
Secretary.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 5 avril 1948 du conseil du canton Trécesson, comté d'Abitibi, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 9 juillet 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la Gazette officielle de Québec, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2.).

Québec, le 9 juillet 1948.

22666-o

Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 5th of April, 1948, of the council of the Township Trécesson, county of Abitibi, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 9th day of July, 1948, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the Quebec Official Gazette, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2.).

Québec, July 9, 1948.

22666-o

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

**Département de l'Agriculture
Industrie Laitière**

**Department of Agriculture
Dairy Industry**

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 48-SP-VI

Order No. 48-SP-VI

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 14 juillet 1948, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans les Cantons de l'Est;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

2. La présente ordonnance s'applique aux régions suivantes, telles que délimitées dans les ordonnances fixant les prix du lait dans les dites régions:

Mégantic, Thetford-Mines, Plessisville, Victoriaville, Asbestos, Drummondville, Richmond, Sher-

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, July 14, 1948, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the Eastern Townships.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producer-suppliers must obtain cash payments for milk, cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

2. The present Order applies to the following regions, as described in the Orders fixing the price of milk in said regions:

Mégantic, Thetford-Mines, Plessisville, Victoriaville, Asbestos, Drummondville, Richmond,

brooke, East-Angus, Stanstead, Sutton, Magog, Waterloo, Waterville, Windsor Mills et Coaticook.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

22687-o

Sherbrooke, East Angus, Stanstead, Sutton, Magog, Waterville, Waterloo, Windsor Mills, and Coaticook.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry,
Commission.

22687-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-48D

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 14 juillet 1948, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'article 11°, de l'ordonnance N° 1-48B, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 janvier 1948, est amendé, en y retranchant, après les mots "sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème", les mots suivants "et les autres produits laitiers".

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission,
de l'Industrie Laitière.

22687-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-48D

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, July 14, 1948, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montreal.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Article 11., of Order No. 1-48B, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, is amended by striking out thereof after the words "must obtain cash payments for milk, cream" the words "and other dairy products".

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry,
Commission.

22687-o

Département de l'Instruction publique

N° 438-48

Québec, le 8 juillet 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin, 1948, de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, les lots 534 à 551 inclusivement et leurs subdivisions des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le même comté. Cet arrêté ministériel a pris effet le 1er juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 438-48

Quebec, July 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 30, 1948, to detach from the school municipality of the town of Sainte-Thérèse, in the county of Terrebonne, lots 534 to 551 inclusively and their subdivisions, of the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Thérèse and to annex them to the school municipality of the parish of Sainte-Thérèse, in the same county.

This Order in Council came into effect on the 1st of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 323-48

Québec, le 8 juillet 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Flavie de Lepage, dans le comté de Matane, le territoire décrit dans l'article 9 de 9 Geo. VI, chapitre 91, et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, même comté.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 323-48.

Quebec, July 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 30th of June, 1948, to detach from the school municipality of Ste-Flavie de Lepage, in the county of Matane, the territory described in section 9 of 9 George VI, chapter 91, and to annex it to the school municipality of the village of Mont-Joli, same county.

This Order in Council came into effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education

N° 338-48

Québec, le 8 juillet 1948

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, les lots 550 du rang V, et 654 du rang VI du canton de Tingwick et de les annexer à la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 338-48

Quebec, July 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 30, 1948, to detach from the school municipality of Chénier, in the county of Arthabaska, lots 550 of range V, and 654 of range VI of the township of Tingwick and to annex them to the school municipality of Shipton, in the county of Richmond.

This Order in Council came into effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 472-48

Québec, le 8 juillet 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1948, d'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Cookshire, comté de Compton, le territoire de la municipalité scolaire de Eaton, décrit comme suit :

Partant sur un point de la ligne séparative entre les rangs III et IV et entre les lots 10 et 11, allant vers l'ouest au coin sud-est du lot 14-A du rang IV vers le nord au coin nord-est du même lot, de là vers l'ouest au coin sud-ouest du lot 18-B du 5ième rang, vers le nord au coin sud-ouest du lot 18-A dans le rang VIII, vers l'est à la rivière Eaton, vers le sud à la ligne séparative entre les rangs VI et VII, vers l'ouest à la ligne séparative entre les lots 10 et 11 et vers le sud au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 472-48

Quebec, July 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 30, 1948, to annex, for Protestants only, to the Protestant School Municipality of Cookshire, the territory of the school municipality of Eaton, described as follows:

Starting from a point on the division line between ranges III and IV and between lots 10 and 11, running west to the southeast corner of lot 14-A of range IV, northward to the northeast corner of the same lot, westward to the southwest corner of lot 18-B of the 5th range, northward to the southwest corner of lot 18-A in range VIII, eastward to the Eaton river, southward to the division line between ranges VI and VII, westward to the division line between lots 10 and 11 and southward to the starting point.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 613-47

Québec, le 7 juillet 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire des Écureuils, dans le comté de Portneuf, et de l'annexer à celle de Donnacona, dans le même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir :

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 74 et 75, avec la rive nord du fleuve Saint-Laurent, de là passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres : ladite rive nord du fleuve Saint-Laurent, la ligne séparative des lots 73 et 74 prolongée jusqu'au côté nord-ouest de la route Québec-Montréal, ledit côté nord-ouest de ladite route jusqu'à la ligne séparant le lot 70 des lots 71 et 72, cette dernière ligne jusqu'à un point situé 40 pieds anglais au sud-est du prolongement de la ligne sud-est du lot de subdivision 71-42, de

No. 613-47

Quebec, July 7, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 30, 1948, to detach the following territory from the school municipality of Les Écureuils, in the county of Portneuf, and to annex it to that of Donnacona, in the same county, to wit:

Starting from the point of intersection of the division line of lots 74 and 75 with the north shore of the St. Lawrence river, thence passing by the following lines and demarcations successively; the said north shore of the St. Lawrence river, the division line of lots 73 and 74 extended as far as the northwest side of the Quebec-Montreal Highway, the said northwest side of the said highway as far as the line separating lot 70 from lots 71 and 72, this latter line as far as a point situate 40 feet, English measure, southeast of the prolongation of the southeast

ce dernier point, une ligne parallèle au sudit prolongement du lot de subdivision 71-42 en allant vers le nord-est sur une longueur de 100 pieds, une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 70 et 71 jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot de subdivision 71-86, ledit prolongement sur une longueur de 100 pieds anglais, jusqu'à la ligne séparative des lots 70 et 71, ladite ligne séparative des lots 70 et 71 jusqu'à la rive est de la rivière Jacques-Cartier, ladite rive est de la rivière Jacques-Cartier, jusqu'à la ligne séparative des lots 74 et 75 et enfin ladite ligne séparative des lots 74 et 75, (limite actuelle de la ville de Donnacona), jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22667-o J.-P. LABARRE.

line of subdivision lot 72-42, from this last point, a line parallel to the aforesaid prolongation of subdivision lot 71-42 bearing northeastward for a distance of 100 feet, a line parallel to the division line of lots 70 and 71 to the prolongation of the southeast line of subdivision lot 71-86, the said prolongation on a length of 100 feet, English measure, as far as the division line of lots 70 and 71, the said division line of lots 70 and 71 to the east bank of the Jacques-Cartier river, the said east bank of the Jacques-Cartier river up to the division line of lots 74 and 75 and finally the said division line of lots 74 and 75 (actual limit of the town of Donnacona) to the point of commencement.

22667 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE The Homestead Fire Insurance Company dont le siège social était à Baltimore, État du Maryland, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE The Homestead Fire Insurance Company s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3026 de The Homestead Fire Insurance Company est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

WHEREAS The Homestead Fire Insurance Company whose head office was situate in Baltimore, State of Maryland, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to The Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The Homestead Fire Insurance Company has complied pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3026 of The Homestead Fire Insurance Company is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE The National Liberty Insurance Company of America, dont le siège social était à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE the National Liberty Insurance Company of America, s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCES, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3031 de The National Liberty Insurance Company of America, est annulé à compter du 1er juin 1948.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

WHEREAS The National Liberty Insurance Company of America, whose head office was situate in New York, State of New York, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to The Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The National Liberty Insurance Company of America has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3031 of the National Liberty Insurance Company of America is cancelled as from the 1st of June 1948.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGIS-
TLEMENT

ATTENDU QUE The Baltimore American Insurance Company of New York, dont le siège social était à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company, dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948 ; et

ATTENDU QUE The Baltimore American Insurance Company of New York, s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3018 de The Baltimore American Insurance Company of New York, est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND
REGISTRATION

WHEREAS The Baltimore American Insurance Company of New York, whose head office was situate in New York, State of New York, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to The Home Insurance Company, whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations, the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The Baltimore American Insurance Company of New York has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3018 of The Baltimore American Insurance Company of New York is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGIS-
TLEMENT

ATTENDU QUE The City of New York Insurance Company, dont le siège social était à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company, dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE the City of New York Insurance Company s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSEQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3019 de the City of New York Insurance Company est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND
REGISTRATION

WHEREAS The City of New York Insurance Company, whose head office was situate in New York, State of New York, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to The Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS the City of New York Insurance Company has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3019 of the City of New York Insurance Company is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGIS-
TLEMENT

ATTENDU QUE The New Brunswick Fire Insurance Company dont le siège social était à New Brunswick, État du New Jersey, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
REGISTRATION

WHEREAS The New Brunswick Fire Insurance Company whose head office was situate in New Brunswick, State of New Jersey, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to The Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger

ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE The New Brunswick Fire Insurance Company s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3032 de The New Brunswick Fire Insurance Company est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Surintendant des assurances,

entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The New Brunswick Fire Insurance Company has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3032 of The New Brunswick Fire Insurance Company is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia, dont le siège social était à Philadelphia, État de Pennsylvania, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company, dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3022 de The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND REGISTRATION

WHEREAS The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia, whose head office was situate in Philadelphia, State of Pennsylvania, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to the Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3022 of the Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company dont le siège social était à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à The Home Insurance Company dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, en conformité d'un acte de fusion intervenu entre ces deux corporations le 24 février 1948 pour prendre effet le 1er juin 1948; et

ATTENDU QUE The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company s'est conformée, en vertu du dit acte de fusion, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement No 3024 de The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company est annulé à compter du 1er juin 1948.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 29 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

WHEREAS The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company whose head office was situate in New York, State of New York, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to the Home Insurance Company whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, as provided in an agreement of merger entered into by these two corporations the 24th of February 1948, to take effect as from the 1st of June 1948; and

WHEREAS The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry No. 3024 of The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company is cancelled as from the 1st of June 1948.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 29th of June 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22616-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE CERTIFICAT D'EN-
REGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1948 et finissant le 30 juin 1949.

Compagnies provinciales:

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal
Limitée
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Société d'Administration et de Fiducie
Société Nationale de Fiducie
Trust Général du Canada

*Compagnies extra-provinciales avec siège social
dans la Province*

Commercial Trust Company Limited, 215 St-
Jacques Ouest, Montréal.
Compagnie de Fiducie d'Amérique, 221, rue St-
Jacques Ouest, Montréal.
Prudential Trust Company Limited, 455, rue St-
Jean, Montréal.
Le Sun Trust, Limitée, 10, rue St-Jacques Ouest,
Montréal.

*Compagnies extra-provinciales avec siège social
en dehors de la Province — Nom et adresse de
leur agent dans la Province.*

Canada Permanent Trust Company (The), John
P. Rowat, 507, Place d'Armes, Montréal.
Canada Trust Company (The), H. A. Heine, 437,
rue St-Jacques Ouest, Montréal.
Chartered Trust and Executor Company, A.
McLeod Murray, 132, rue St-Jacques Ouest,
Montréal.
Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393,
rue St-Jacques Ouest, Montréal.
Eastern Trust Company (The), Clarence N. Bis-
sett, 134 rue St-Jacques Ouest, Montréal.
Guaranty Trust Company of Canada, A. E. Sin-
clair, 610 rue St-Jacques Ouest, Montréal.
National Trust Company Limited, H. H. Wilson,
225, rue St-Jacques Ouest, Montréal.
Ottawa Valley Trust Company, W. F. Hadley, 63
rue Principale, Hull.
Sterling Trusts Corporation, (The), Jules Savard,
C.R., 71, rue St-Pierre, Québec.
Toronto General Trusts Corporation (The), A. C.
Lloyd, 212, rue St-Jacques Ouest, Montréal.

*Compagnie étrangère — Nom et adresse de son
agent dans la Province.*

British Empire Trust Company Limited, (The)
Guy Tombs, 1111 Beaver Hall Hill, Montréal.

Donné au bureau de l'Inspecteur des compa-
gnies de fidéicommis, département du Trésor, le
14 juillet, 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Inspecteur des compagnies de fidéicommis.

NOTICE OF RENEWAL OF CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the certificate of registry of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1948 and ending the 30th of June 1949.

Provincial companies

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Montreal City and District Trustees, Limited
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Administration and Trust Company
Société Nationale de Fiducie
General Trust of Canada

*Extra-provincial companies with head office in
the Province*

Commercial Trust Company Limited, 215, St.
James Street West, Montreal.
Trust Company of America, 221, St. James St.
West, Montreal.
Prudential Trust Company Limited, 455, St.
John Street, Montreal
The Sun Trust, Limited, 10, St. James Street
West, Montreal

*Extra-provincial companies with head office out-
side of the Province — Name and address of
their agent in the Province.*

Canada Permanent Trust Company (The), John
P. Rowat, 507, Place d'Armes, Montreal.
Canada Trust Company (The), H. A. Heine, 437,
St. James Street West, Montreal.
Chartered Trust and Executor Company, A.
McLeod Murray, 132 St. James Street West,
Montreal.
Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393,
St. James Street West, Montreal.
Eastern Trust Company (The), Clarence N. Bis-
sett, 134, St. James Street West, Montreal.
Guaranty Trust Company of Canada, A. E. Sin-
clair, 610, St. James Street West, Montreal.
National Trust Company Limited, H. H. Wilson,
225 St. James Street West, Montreal.
Ottawa Valley Trust Company, W. F. Hadley,
63, Main Street, Hull.
Sterling Trusts Corporation, (The), Jules Savard,
K.C., 71, St. Peter Street, Quebec.
Toronto General Trusts Corporation (The), A. C.
Lloyd, 212, St. James Street West, Montreal.

*Foreign company — Name and address of its
agent in the Province.*

British Empire Trust Company Limited, (The),
Guy Tombs, 1111 Beaver Hall Hill, Montreal.

Given at the office of the Inspector of Trust
Companies, Treasury Department, this 14th of
July 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Inspector of Trust Companies.

Erratum

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 972, du 30 juin 1948, publié dans l'édition du 3 juillet 1948 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit :

Dans la version anglaise, à la page 1890, article XXIX, les mots "a request for amendment of the provisions of the said parts" sont ajoutés après les mots "have the privilege of submitting". 22659-A-x-o.

Erratum

ERRATUM

Order in Council number 972 of June 30, 1948, published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 3, 1948, is corrected as follows:

In the English version, page 1890, section XXIX, the words "a request for amendment of the provisions of the said parts" shall be added after the words "have the privilege of submitting". 26659-A-x-o.

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires, par Me Jean-Paul Ricard, notaire demeurant et exerçant à Farnham, district judiciaire de Bedford, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Omer Nadeau, notaire décédé.

Montréal, 9 juillet 1948.

Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

22668-o

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Jean-Paul Ricard, Notary residing and practising at Farnham, Judicial District of Bedford, whereby, he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Omer Nadeau, Notary deceased.

Montreal, July 9th 1948.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries.

22668-o

Lettres patentes

The British Rubber Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1948, constituant en corporation: James Penrose Anglin, Richard Dale Weldon et Edmond-Jacques Courtois, avocats, tous de la Cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter et fabriquer, et agir comme agent à commission, agent de ventes, marchand, intermédiaire et trafiquant et aussi commerçant dans les marchandises de caoutchouc de toute sorte et description, et particulièrement (mais sans limiter d'aucune façon la portée de ce qui précède) les chaussures de caoutchouc sous le nom de "The British Rubber Company Limited".

Le capital autorisé de la Compagnie sera divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair qui peuvent être émises et distribuées pour telle considération que pourra déterminer le Bureau des Directeurs; le capital avec lequel la Compagnie pourra commencer ses opérations ne sera pas moins de cinq cents dollars (\$500.00).

Le siège social de la Compagnie sera à Westmount, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du Bureau du Procureur Général, le treizième jour de juin, 1948.

L'Assistant Procureur Général Adjoint,
22701 P. FRENETTE.

Letters Patent

The British Rubber Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with the provisions of section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: James Penrose Anglin, Richard Dale Weldon and Edmond-Jacques Courtois, advocates, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export and manufacture, and to act as commission agent, sales agent, merchant, jobber and merchandiser in, and to otherwise deal in, rubber goods of every kind and description, and in particular (but without limiting the generality of the foregoing) rubber footwear, under the name of "The British Rubber Company Limited".

The authorized capital stock of the Company to be divided into One hundred (100) shares without nominal or par value which may be issued and allotted for such consideration as may be fixed by the Board of Directors; the amount of capital with which the Company will carry on business will be not less than Five hundred dollars (\$500).

The head office of the Company will be at Westmount, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

P. FRENETTE,
22701-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent:

Mailman Corporation Limited

Mailman Corporation Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 30 juin 1948, à la Compagnie: "The British Rubber Company of Canada Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1935, ratifiant: 1° son règlement spécial "M": a) divisant les 50,000 actions additionnelles sans valeur nominale ou valeur au pair de son capital autorisé en 250,000 actions d'actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair; b) augmentant ledit capital autorisé par la création de 150,000 actions additionnelles en actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair; c) fixant à \$2,200,000. le montant que la Compagnie devra avoir pour opérer ses affaires; 2° Son règlement spécial "N" changeant le nom corporatif de la Compagnie "The British Rubber Company of Canada Limited" en celui de "Mailman Corporation Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 30th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The British Rubber Company of Canada Limited", incorporated by letters patent dated March 5th, 1935, ratifying: 1. its Special By-Law "M": a) subdividing the 50,000 shares of Common stock without nominal or par value of its authorized capital into 250,000 shares of Common stock without nominal or par value; b) increasing the said authorized capital by the creation of an additional 150,000 shares of Common stock without nominal or par value; c) fixing the amount of capital with which the company will carry on business to not less than \$2,200,000.; 2. Its Special By-Law "N" changing the corporate name of the company from "The British Rubber Company of Canada Limited" to "Mailman Corporation Limited".

Daté du Bureau du Procureur général, le trentième jour de juin, 1948.

Dated at the office of the Attorney General the 30th of June, 1948.

L'Assistant procureur général,
22702 L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
22702-o L. DÉSILETS,

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defendor of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. **A**TTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 12 mars 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de La Rédemption, dans le comté de Matapédia;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS the secretary of the Commissioners of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec; 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 12th day of March, 1948, erecting into a canonical parish, the territory hereinafter described, under the name of the parish of La Rédemption, in the county of Matapédia;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order

date du 30 juin 1948, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de La Rédemption, comme suit, savoir:

"Un territoire, situé en partie dans le canton de Massé et en partie dans le canton d'Awantjish, comprenant tous les lots du cadastre officiel fait pour le canton de Massé et du cadastre officiel fait pour le canton d'Awantjish renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-est du canton de Massé avec la ligne nord-ouest du canton d'Awantjish; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: dans le canton d'Awantjish, en référence au cadastre officiel du dit canton, la ligne nord-ouest du dit canton, les lignes séparatives des lots 12 et 13 du rang I, des rangs I et II, des lots 15 et 16 du rang II, des rangs II et III, des lots 23 et 24 de chacun des rangs III, IV et V et celle des rangs V et VI jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Awantjish et de Massé; de là, la dite ligne séparative des cantons d'Awantjish et de Massé jusqu'à la ligne séparative des rangs XI et XII du canton de Massé; de là, dans le canton de Massé, en référence au cadastre officiel du dit canton: la ligne séparative des rangs XI et XII, la ligne séparant le canton de Massé de la seigneurie du Lac Métis, la ligne nord-est du lot 33 dans chacun des rangs IX, VIII, VII et VI, la ligne séparative des rangs V et VI jusqu'à la ligne séparative des cantons de Massé et de Cabot et enfin cette dernière ligne en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera quant aux lots de 46 à 72 inclusivement du rang XI du canton de Massé et aux lots de 1 à 12 inclusivement du rang I du canton d'Awantjish, détaché de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc; quant aux lots 13, 14 et 15 du rang II du canton d'Awantjish, détaché de la paroisse de Saint-Moise; quant au lot 23 dans chacun des rangs III, IV et V du canton d'Awantjish, détaché de la paroisse de Saint-Cléophas, et sera érigé en son entier en une paroisse pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de La Rédemption" dans le comté de Matapédia."

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de La Rédemption, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos Fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce neuvième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
22680-0 JEAN BRUCHÉSI.

dated the 30th of June, 1948, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of La Rédemption, as follows, to wit:

"A territory, situate partly in the township of Massé and partly in the township of Awantjish, comprising all the lots of the official cadastre made for the township Massé and the official cadastre made for the township Awantjish, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the northeast line of the township Massé with the northwest line of the township Awantjish; thence passing by the following lines and demarcations successively: in the township Awantjish, with reference to the official cadastre for the said township, the northwest line of the said township, the division lines of lots 12 and 13 of range I, of ranges I and II, lots 15 and 16 of range II, of ranges II and III, of lots 23 and 24 of each of ranges III, IV and V and those of ranges V and VI as far as the division line of the townships Awantjish and Massé; thence, the said division line of the townships Awantjish and Massé up to the division line of ranges XI and XII of the township Massé; thence, in the township Massé, with reference to the official cadastre for the said township; the division line of ranges XI and XII, the line separating the township Massé from the Lake Métis Seigniorie, the northeast line of lot 33 in each of ranges IX, VIII, VII and VI, the division line of ranges V and VI up to the division line of the townships Massé and Cabot and finally this latter line running southeastward to the starting point; the said territory, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, contained within the above described limits, to be, as regards lots 46 to 72 inclusively of range XI of the township Massé and lots 1 to 12 inclusively of range I of the township of Awantjish, detached from the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc; as regards lots 13, 14 and 15 of range II of the township Awantjish, detached from the parish of Saint-Moise; as regards lot 23 in each of ranges III, IV and V of the township Awantjish, detached from the parish of Saint-Cléophas, and to be erected in entirety into a parish for all civil purposes, under the name of the parish of "La Rédemption", in the county of Matapédia.

And we have ordered and declared and do hereby order and declare that the parish of "La Rédemption" above described, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.

22680 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defendor of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. **A**TTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 12 mars 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Ste-Irène, comté de Matapédia;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 12th day of March, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Ste-Irène, county of Matapédia;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret, en date du 30 juin 1948, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Ste-Irène, comme suit, savoir:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 30th of June, 1948, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Ste-Irène, as follows, to wit:

"Un territoire, situé dans le canton de Nemtayé, comprenant tous les lots et toutes leurs subdivisions, présentes et à venir, du cadastre officiel fait pour le dit canton, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 52 et 53 du rang I du canton Nemtayé avec la ligne séparative des cantons de Nemtayé et d'Awantjish; de là, suivant la dite ligne séparative des cantons de Nemtayé et d'Awantjish jusqu'à la ligne séparative des lots 10 et 11 du rang I du canton de Nemtayé; continuant dans la dite ligne séparative des lots 10 et 11 du rang I et dans la ligne séparative des rangs I et II du canton de Nemtayé jusqu'à la ligne sud de la seigneurie de Madawaska ou du Lac-Matapédia; de là, suivant cette dernière ligne jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots G et H du rang III du canton de Nemtayé; de là, dans le canton de Nemtayé, la ligne séparative des lots G et H dans chacun des rangs III, IV et V, la ligne séparative des rangs V et VI, la ligne séparative des lots B-2 et C du rang VI, et la ligne séparative des rangs VI et VII; de là, suivant la ligne séparative des cantons de Nemtayé et de Pinault et enfin la ligne séparative des lots 52 et 53 dans chacun des rangs VI, V, IV, III, II et I du canton de Nemtayé jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, com-

"A territory situate in the township Nemtayé, comprising all the lots and all their present and future subdivisions, of the official cadastre made for the said township, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the division line of lots 52 and 53 of range I of the township Nemtayé with the division line of the townships Nemtayé and Awantjish; thence, following the said division line of the townships Nemtayé and Awantjish as far as the division line of lots 10 and 11 of range I of the township Nemtayé; continuing in the said division line of lots 10 and 11 of range I and in the division line of ranges I and II of the township Nemtayé up to the south line of the Madawaska Seigniorly or Lake Matapédia; thence, following this latter line as far as its point of intersection with the division line of lots G and H of range III of the township Nemtayé; thence, in the township of Nemtayé, the division line of lots G and H in each of ranges III, IV and V, the division line of ranges V and VI, the division line of lots B-2 and C of range VI, and the division line of ranges VI and VII; thence, following the division line of the townships Nemtayé and Pinault and finally the division line of lots 52 and 53 of each of ranges VI, V, IV, III, II and I of the township Nemtayé up to the starting point; the said territory together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, contained

pris dans les limites ci-dessus décrites, sera érigé pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de Sainte-Irène", dans le comté de Matapédia.

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Irène, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce huitième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

22681-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général

L. DÉSILETS.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 30 mars 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger, dans le comté de Témiscouata;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 30 juin 1948, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger, comme suit, savoir:

within the limits above described, to be erected into a parish for civil purposes, under the name of "parish of Sainte-Irène", in the county of Matapédia.

And we have ordered and declared, and do hereby order and declare that the parish of Sainte-Irène, described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

22681

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of Chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 30th day of March, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of "Saint-François-Xavier-de-Viger", in the county of Témiscouata;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 30th of June, 1948, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-François-Xavier-de-Viger, as follows, to wit:

"Un territoire, situé dans le canton de Viger, comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Viger et de Whitworth avec la ligne séparative des rangs V et VI du canton de Viger; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres; dans le canton de Viger, en référence au susdit cadastre officiel, les lignes séparatives des rangs V et VI, des lots 4 et 5 du rang V, des rangs IV et V, des lots 45 et 46 du rang V, des lots 45B et 46A du rang VI, des lots 45 et 46A du rang VII et des lots 45 et 46 de chacun des rangs VIII et IX, la ligne séparative des cantons de Viger et de Demers et la ligne séparative des cantons de Viger et de Whitworth jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera, quant à sa partie comprise dans les rangs V, VI et VII, détaché de la paroisse de Saint-Epiphanie, quant à sa partie comprise dans les rangs VIII et IX, détaché de la paroisse de Saint-Hubert et sera en son entier érigé en une paroisse distincte pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger", dans le comté de Témiscouata."

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

22689-o

JEAN BRUCHÉSI.

"A territory, situate in the township of Viger, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots and their present and future subdivisions enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the division line of the townships Viger and Whitworth with the division line of ranges V and VI of the township of Viger; thence, passing by the following lines successively; in the township of Viger, with reference to the aforesaid official cadastre, the division lines of ranges V and VI, lots 4 and 5 of range V, ranges IV and V, lots 45 and 46 of range V, 45B and 46A of range VI, lots 45 and 46A of range VII and lots 45 and 46 of each of ranges VIII and IX, the division line of the townships Viger and Demers and the division line of the townships Viger and Whitworth up to the starting point; the said territory, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, contained within the above described limits, to be, as regards its part contained in ranges V, VI and VII, detached from the parish of Saint-Epiphanie, as regards its part contained in ranges VIII and IX, detached from the parish of Saint-Hubert and to be, in its entirety, erected into a separate parish for civil purposes, under the name of the parish of "Saint-François-Xavier-de-Viger", in the county of Témiscouata."

And We have ordered and declared and, do hereby order and declare, that the parish of "Saint-François-Xavier-de-Viger", described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Tenth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,

22689

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head offices

Avis est donné que la compagnie "Millstream Spoolwood Inc", constituée en compagnie par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 27ième jour de mai 1948 a établi son bureau principal à Millstream, Co. Bonaventure, Qué.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Alexis, ce 29ième jour de juin, 1948.

Le Président-gérant,

J. A. DUFOUR.

22669-o

Notice is hereby given that the company "Millstream Spoolwood Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated the 27th day of May, 1948, has established its head office at Millstream, county of Bonaventure, Que.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at St-Alexis, this 29th day of June, 1948.

J. A. DUFOUR,

President-Manager.

22669-o

Province de Québec — District de Montréal

MONETTE FURS INC.
MONETTE FOURRURES INC.

"Monette Furs Inc." — "Monette Fourrures Inc." a été incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 13 avril 1948.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est située au numéro 4123 ouest, de la rue Saint-Jacques, à Montréal.

En foi de quoi cette déclaration est faite et signée par moi, Adélar Germain, le président de ladite compagnie, à Montréal, ce deuxième jour de juillet 1948.

22670-o

ADÉLARD GERMAIN.

Province of Quebec — District of Montreal

MONETTE FURS INC.
MONETTE FOURRURES INC.

"Monette Furs Inc." — "Monette Fourrures Inc." has been incorporated by letters patent issued on April 13th, 1948 by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

Its principal place of business in the Province of Quebec is located at No. 4123 St. James Street West, in Montreal.

This declaration is made and signed by Adélar Germain, its president, at Montreal, on the second day of July 1948.

22670-o

ADÉLARD GERMAIN.

Avis vous est par les présentes donné que la compagnie "J. A. Faguy & Fils Ltée", constituée en corporation, par Lettres Patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 23 juin, 1948, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1372 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5ème jour de juillet, 1948.

22688-o

J. A. FAGUY & FILS LTÉE.
Le Président,
J. A. FAGUY.

Notice is hereby given that the "J. A. Faguy & Sons Ltd.", company incorporated by Letters Patents issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 23rd day of June 1948, and having its head office in the City of Montreal, district of Montreal, has established its office at number 1372 Dorchester Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th of July 1948.

22688-o

J. A. FAGUY & SONS LTD.
J. A. FAGUY,
President.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE ST-HUBERT
(Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le quatrième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de \$80,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1948 et remboursables en séries du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$80,000.00—20 ans

| Année | Capital |
|------------------------|--------------|
| 1er juillet 1949. | x\$10,000.00 |
| 1er juillet 1950. | x 10,500.00 |
| 1er juillet 1951. | x 11,000.00 |
| 1er juillet 1952. | x 11,500.00 |
| 1er juillet 1953. | 1,500.00 |
| 1er juillet 1954. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1955. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1956. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1957. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1958. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1959. | 2,000.00 |
| 1er juillet 1960. | 2,000.00 |

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE PARISH OF ST-HUBERT
(Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Wednesday, the fourth day of the month of August, 1948, for the purchase of \$80,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Parish of St-Hubert, county of Chambly, dated the 1st of July, 1948, and redeemable serially from the 1st of July, 1949, to the 1st of July, 1968, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, the 1st of January and 1st of July of each year. The rate offered may be the same or may vary according to maturities. The redemption table is as follows:

Table of Redemption—\$80,000.00—20 years

| Year | Capital |
|----------------------|--------------|
| 1st July, 1949. | x\$10,000.00 |
| 1st July, 1950. | x 10,500.00 |
| 1st July, 1951. | x 11,000.00 |
| 1st July, 1952. | x 11,500.00 |
| 1st July, 1953. | 1,500.00 |
| 1st July, 1954. | 2,000.00 |
| 1st July, 1955. | 2,000.00 |
| 1st July, 1956. | 2,000.00 |
| 1st July, 1957. | 2,000.00 |
| 1st July, 1958. | 2,000.00 |
| 1st July, 1959. | 2,000.00 |
| 1st July, 1960. | 2,000.00 |

| | |
|------------------------|----------|
| 1er juillet 1961. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1962. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1963. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1964. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1965. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1966. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1967. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1968. | 3,000.00 |

| | |
|----------------------|----------|
| 1st July, 1961. | 2,500.00 |
| 1st July, 1962. | 2,500.00 |
| 1st July, 1963. | 2,500.00 |
| 1st July, 1964. | 2,500.00 |
| 1st July, 1965. | 2,500.00 |
| 1st July, 1966. | 3,000.00 |
| 1st July, 1967. | 3,000.00 |
| 1st July, 1968. | 3,000.00 |

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$39,760 promis par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements annuels de \$9,940.

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$39,760 promised by the Provincial Secretary and payable in four annual instalments of \$9,940.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou St-Lambert.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or St-Lambert.

Lesdites obligations pourront, en vertu du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may, under chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Hubert qui sera tenue mercredi le quatrième jour du mois d'août 1948, à sept heures de l'après-midi, au bureau des écoles catholiques de la paroisse de St-Hubert.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the municipality of the parish of St-Hubert, to be held on Wednesday the fourth day of the month of August, 1948, at seven o'clock in the evening, at the Catholic Schools' Office of the parish of St-Hubert.

Les commissaires d'écoles de la municipalité de la paroisse de St-Hubert se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners for the Municipality of the Parish of St-Hubert do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Hubert, ce quinzième jour de juillet 1948.

St-Hubert, this fifteenth day of July, 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
HUBERT ROCHELEAU.

HUBERT ROCHELEAU,
Secretary-Treasurer.

22692-o

22692

Province of Québec

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ D'AMOS, COMTÉ D'ABITIBI-EST

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF AMOS, COUNTY OF ABITIBI-EAST

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mercredi le quatrième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de \$550,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er août 1948 et remboursables en séries du 1er août 1949 au 1er août 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Wednesday the fourth day of the month of August, 1948, for the purchase of \$550,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Amos, County of Abitibi-East, dated the 1st of August, 1948, and redeemable serially from the 1st of August, 1949, to the 1st of August, 1963, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of February and 1st of August of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$550,000.00—15 ans

Table of Redemption—\$550,000.00—15 years

| Année | Capital |
|---------------------|---------------|
| 1er août 1949 | x\$ 30,500.00 |
| 1er août 1950 | x 31,500.00 |
| 1er août 1951 | x 32,500.00 |
| 1er août 1952 | x 33,500.00 |
| 1er août 1953 | x 35,000.00 |
| 1er août 1954 | x 36,000.00 |
| 1er août 1955 | x 37,500.00 |
| 1er août 1956 | x 38,500.00 |

| Year | Capital |
|------------------------|---------------|
| 1st August, 1949 | x\$ 30,500.00 |
| 1st August, 1950 | x 31,500.00 |
| 1st August, 1951 | x 32,500.00 |
| 1st August, 1952 | x 33,500.00 |
| 1st August, 1953 | x 35,000.00 |
| 1st August, 1954 | x 36,000.00 |
| 1st August, 1955 | x 37,500.00 |
| 1st August, 1956 | x 38,500.00 |

| | | | |
|---------------------|-------------|------------------------|--------------|
| 1er août 1957 | x 40,000.00 | 1st August, 1957 | x 40,000.00* |
| 1er août 1958 | x 41,500.00 | 1st August, 1958 | x 41,500.00 |
| 1er août 1959 | 7,000.00 | 1st August, 1959 | 7,000.00 |
| 1er août 1960 | 7,000.00 | 1st August, 1960 | 7,000.00 |
| 1er août 1961 | 7,500.00 | 1st August, 1961 | 7,500.00 |
| 1er août 1962 | 7,500.00 | 1st August, 1962 | 7,500.00 |
| 1er août 1963 | 164,500.00 | 1st August, 1963 | 164,500.00 |

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$360,464.25 promis par le Secrétaire de la province et payable en six versements annuels de \$36,046.42 et un dernier versement de \$36,046.47.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Amos.

Lesdites obligations pourront, en vertu du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos qui sera tenue mercredi le quatrième jour du mois d'août 1948, à huit heures de l'après-midi, au bureau du secrétaire-trésorier.

Les commissaires d'écoles de la municipalité d'Amos se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amos, ce quinzième jour de juillet 1948,

22691-0 Le Secrétaire-trésorier,
ED. BÉDARD, A.P.A.

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$360,464.25 promised by the Provincial Secretary and payable in six annual instalments of \$36,046.42 and a final instalment of \$36,046.47.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Amos.

The said bonds may, under chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the municipality of Amos, to be held on Wednesday, the fourth day of the month of August, 1948, at eight o'clock in the evening, in the office of the Secretary-Treasurer.

The School Commissioners for the Municipality of Amos, do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Amos, this fifteenth day of July, 1948.

22691 ED. BÉDARD A.P.A.,
Secretary-treasurer.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA VILLE DE SAINT-JÉRÔME
(Comté de Terrebonne)

Avis est, par les présentes donné, que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, au bureau de la commission scolaire de la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, P.Q., Canada, 280 rue Labelle, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, le 12 août 1948, pour l'achat d'un montant de \$235,000.00 en séries 20 ans, datées du 1er septembre 1948 et émises sous l'autorité d'une résolution de la Commission Scolaire de cette ville, le 20 mai 1948.

Les dites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, aux taux soumis n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement.

Tableau de rachat—\$235,000.00—20 ans

| Date | Capital |
|--------------------------|--------------|
| 1er septembre 1949 | x\$12,500.00 |
| 1er septembre 1950 | x 13,000.00 |
| 1er septembre 1951 | x 13,500.00 |
| 1er septembre 1952 | x 14,000.00 |
| 1er septembre 1953 | x 14,500.00 |
| 1er septembre 1954 | x 15,000.00 |
| 1er septembre 1955 | x 15,500.00 |
| 1er septembre 1956 | x 16,000.00 |
| 1er septembre 1957 | x 16,500.00 |
| 1er septembre 1958 | x 17,000.00 |
| 1er septembre 1959 | 7,500.00 |
| 1er septembre 1960 | 8,000.00 |
| 1er septembre 1961 | 8,000.00 |

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE TOWN OF SAINT-JÉRÔME
(County of Terrebonne)

Notice is hereby given the sealed tenders, endorsed on the envelope "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, at the office of the School Commissioners for the Municipality of the town of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, 280 Labelle Street, up-to four o'clock in the afternoon the twelfth of August 1948, for the purchase of an amount of \$235,000.00 of bonds 20 years series, dated the first of September 1948 and issued under authority of a resolution of the School Commissioners of the said town the 20th of May 1948.

The said bonds will bear interest at the option of the tender whose offer shall be accepted at the rate submitted, not exceeding 3½%, and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually.

Table of Redemption—\$235,000.00—20 years.

| Year | Capital |
|-------------------------|--------------|
| September 1, 1949 | x\$12,500.00 |
| September 1, 1950 | x 13,000.00 |
| September 1, 1951 | x 13,500.00 |
| September 1, 1952 | x 14,000.00 |
| September 1, 1953 | x 14,500.00 |
| September 1, 1954 | x 15,000.00 |
| September 1, 1955 | x 15,500.00 |
| September 1, 1956 | x 16,000.00 |
| September 1, 1957 | x 16,500.00 |
| September 1, 1958 | x 17,000.00 |
| September 1, 1959 | 7,500.00 |
| September 1, 1960 | 8,000.00 |
| September 1, 1961 | 8,000.00 |

| | |
|------------------------------|-----------|
| 1er septembre 1962 | 8,500.00 |
| 1er septembre 1963 | 8,500.00 |
| 1er septembre 1964 | 9,000.00 |
| 1er septembre 1965 | 9,000.00 |
| 1er septembre 1966 | 9,500.00 |
| 1er septembre 1967 | 9,500.00 |
| 1er septembre 1968 | 10,000.00 |

| | |
|-----------------------------|-----------|
| September 1, 1962 | 8,500.00 |
| September 1, 1963 | 8,500.00 |
| September 1, 1964 | 9,000.00 |
| September 1, 1965 | 9,000.00 |
| September 1, 1966 | 9,500.00 |
| September 1, 1967 | 9,500.00 |
| September 1, 1968 | 10,000.00 |

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$100,000.00 promis par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de \$10,000.

Le capital et les intérêts seront payables à Saint-Jérôme ou à Montréal à la banque mentionnée aux procédures d'emprunt.

Ces obligations seront émises par coupures de \$1,000.00 et de \$500.00.

Les dites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale des Commissaires d'Écoles du 12 août 1948, à huit heures du soir à leur bureau, rue Labelle.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Les Commissaires d'Écoles de la ville de Saint-Jérôme se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jérôme, ce treize juillet mil neuf cent quarante-huit.

Le Secrétaire-Trésorier,
C. VIAU.

22690-o

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-MAXIME ET ST-JOSAPHAT DE LONGUEUIL, COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le neuvième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de \$153,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Maxime et St-Josaphat de Longueuil, comté de Chamblay, datées du 1er juillet 1948 et remboursables en séries du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$153,000.00—20 ans

| Année | Capital |
|----------------------------|--------------|
| 1er juillet 1949 | x\$ 9,500.00 |
| 1er juillet 1950 | x 10,000.00 |
| 1er juillet 1951 | x 10,500.00 |
| 1er juillet 1952 | x 10,500.00 |
| 1er juillet 1953 | x 11,000.00 |
| 1er juillet 1954 | x 11,500.00 |
| 1er juillet 1955 | x 12,000.00 |
| 1er juillet 1956 | 2,500.00 |
| 1er juillet 1957 | 2,500.00 |
| 1er juillet 1958 | 2,500.00 |

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$100,000.00 promised by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of \$10,000.00 each.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at Saint-Jérôme or at Montreal at the bank mentioned in the loan procedure.

The bonds will be issued in the denominations of \$1,000.00 and \$500.00.

The said bonds may, under authority of chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order.

The tenders will be considered at the special meeting of the School Commissioners the twelfth of August, 1948, at eight o'clock p.m., at their office 280 Labelle Street, Saint-Jérôme.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders. Saint-Jérôme this 13th day of July 1948.

C. VIAU,
Secretary-Treasurer.

22690-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-MAXIME AND ST-JOSAPHAT DE LONGUEUIL, COUNTY OF CHAMBLY

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday, the ninth day of the month of August, 1948, for the purchase of \$153,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Maxime and St-Josaphat de Longueuil, County of Chamblay, dated the 1st of July, 1948, and redeemable serially from the 1st of July, 1949, to the 1st of July, 1968, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$153,500.00—20 years

| Year | Capital |
|--------------------------|--------------|
| 1st July, 1949 | x\$ 9,500.00 |
| 1st July, 1950 | x 10,000.00 |
| 1st July, 1951 | x 10,500.00 |
| 1st July, 1952 | x 10,500.00 |
| 1st July, 1953 | x 11,000.00 |
| 1st July, 1954 | x 11,500.00 |
| 1st July, 1955 | x 12,000.00 |
| 1st July, 1956 | 2,500.00 |
| 1st July, 1957 | 2,500.00 |
| 1st July, 1958 | 2,500.00 |

| | | | |
|---------------------------|-----------|-------------------------|-----------|
| 1er juillet 1959. | 2,500.00 | 1st July, 1959. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1960. | 2,500.00 | 1st July, 1960. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1961. | 2,500.00 | 1st July, 1961. | 2,500.00 |
| 1er juillet 1962. | 3,000.00. | 1st July, 1962. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1963. | 3,000.00 | 1st July, 1963. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1964. | 3,000.00 | 1st July, 1964. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1965. | 3,000.00 | 1st July, 1965. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1966. | 3,000.00 | 1st July, 1966. | 3,000.00 |
| 1er juillet 1967. | 3,500.00 | 1st July, 1967. | 3,500.00 |
| 1er juillet 1968. | 45,000.00 | 1st July, 1968. | 45,000.00 |

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$76,202, promis par le Secrétaire de la province et payable en sept versements annuels de \$10,886 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou St-Lambert.

Lesdites obligations pourront, en vertu du chapitre 212, Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Maxime et St-Josaphat de Longueuil qui sera tenue le neuvième jour du mois d'août 1948, à 8.30 heures de l'après-midi, à l'école St-Maximilien, rue St-Louis, St-Maxime, (Chambly).

Les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Maxime et St-Josaphat de Longueuil ne s'engagent à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Maxime, ce quinzième jour de juillet 1948. (Comté de Chambly).

Le Secrétaire-trésorier,
O. THÉROUX,
93, rue Charron, St-Maxime,
(Chambly).

22693-o

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$76,202, promised by the Provincial Secretary and payable in seven annual instalments of \$10,886 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or St-Lambert.

The said bonds may, under chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the school commissioners for the municipality of St-Maxime and St-Josaphat de Longueuil, to be held on the ninth day of the month of August, 1948, at 8.30 o'clock in the evening, at the St-Maximilien School, St-Louis Street, St-Maxime, (Chambly).

The School Commissioners for the Municipality of St-Maxime and St-Josaphat de Longueuil do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Maxime, this fifteenth day of July, 1948. (County of Chambly)

O. THÉROUX,
Secretary-treasurer.
93, Charron Street, St-Maxime,
(Chambly).

22693

Vente — Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour Supérieure, "En Matière de Faillite".

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de J. Roméo Rochon, commerçant d'animaux, 37, rue Crémazie, Québec, Qué. Débiteur.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le 2 AOUT 1948, à 11 (onze) heures de l'avant-midi, (heure avancée) sera vendu par encan public, aux bureaux des syndicats soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

ITEM A. Le lot numéro soixante-trois des redivisions du lot originaire quatre mille trois cent quatre-vingt-un (4381-63) du cadastre officiel du quartier Montcalm de la Cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue Crémazie, (numéros civiques 37, 37½, 39) mesurant vingt-cinq pieds de front sur environ qua-

Sale — Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court. "Sitting in Bankruptcy".

AUCTION SALE

In the matter of J. Roméo Rochon, Cattle-foaler, 37 Crémazie Street, Quebec, Que., Debtor.

Notice is hereby given that on MONDAY, AUGUST 2, 1948, at 11 (eleven) o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time) there shall be sold by public auction at the offices of the undersigned trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, the immovable in this bankruptcy, hereinunder described:

ITEM A. Lot number sixty-three of the redivisions of original lot four thousand three hundred and eighty-one (4381-63) of the official cadastre for Montcalm ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on the south side of Crémazie Street, (civic numbers 37, 37½, 39) measuring twenty-five feet in front by ninety-four feet in

tre-vingt-quatorze pieds de profondeur, avec la maison et dépendances dessus construites et droit de passage en tout temps, à pieds et en voiture, en commun avec ceux y ayant droit, dans les ruelles connues sous les numéros 4381-57E, 3761-6A et 6B du même cadastre, et sujet à la rente foncière en faveur de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédures Civiles et à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Québec, Qué., le 21 juin 1948.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,

Bureaux:

111, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

22535-26-2-o

depth — with the house and dependencies thereon erected, and right of way at all times, on foot and in vehicle, in common with those having rights therein, in the lanes known under numbers 4381-57E, 3761-6A and 6-B of same cadastre and subject to the ground rent in favour of l'Hôtel-Dieu de Québec.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

Conditions of payment: Cash.

Titles and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustees.

The sale of said item is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and to section forty-five of the Bankruptcy Act: said sale having the effect of a Sheriff's Sale.

Québec, Que., June 21, 1948.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,

Trustees.

Offices:

111, Mountain Hill,
Québec, Que.

22535-26-2

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, Cour Supérieure, N° 16016.

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, Superior Court, No. 16016.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, le 5 août 1946, dans une cause dans laquelle Onésime Rioux, bourgeois de Trois-Pistoles, et Léon-A. Lavoie, de la ville de Fall River, États-Unis d'Amérique, sont demandeurs, ordonnant la licitation de certains biens immeubles désignés comme suit, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska, on the fifth of August, 1946, in a case wherein Onésime Rioux, gentleman, of Trois-Pistoles, and Léon A. Lavoie, of the city of Fall River, United States of America, are plaintiffs, ordering the licitation of certain immovable properties described as follows, to wit:

1. Une étendue de terre à être vendue comme un tout et composée des deux parties suivantes:

1. A tract of land to be sold as one single lot and composed of the following two parts:

a) Cette partie des lots numéros 145 et 148 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles, bornée au sud à la propriété en deuxième lieu décrite à une clôture en broche en travers de la dite terre à environ 75 pieds au nord de la ligne de transmission électrique et sensiblement en ligne avec le poteau au coin nord-est du terrain où sont les transformateurs de la compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, bornée au sud au reste du lot 145, au nord aux lots 134, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 144, à l'est aux lots numéros 135, 136 et 111, à l'ouest aux lots numéros 144, 170, 171 et 180 avec la maison y érigée, appartenances et dépendances, sujette la partie 148 au droit de passage réservé à la succession David Bertrand;

a) That part of lots numbers 145 and 148 of the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, bounded on the south by the property secondly described at a wire fence crossing the said land at about 75 feet north of the electric transmission line and evidently in line with the pole at the northeast corner of the land where the transformers of the Lower St. Lawrence Power Company (Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent) are situate; bounded on the south by the residue of lot 145, on the north by lots 134, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 144, on the east by lots number 135, 136 and 111, on the west by lots numbers 144, 170, 171 and 180 — with the house thereon erected, appurtenances and dependencies, the part 148 being subject to a right of way reserved for the Estate David Bertrand;

b) Les lots numéros 133, 134, 135 et 139 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles, appartenances et dépendances à distraire du lot 139, l'emplacement de Mlle Jeanne Rioux, tel que clôturé.

b) Lots numbers 133, 134, 135 and 139 of the official cadastre for the Parish of Trois-Pistoles, appurtenances and dependencies, to be deducted from lot 139, the emplacement of Mlle Jeanne Rioux, as fenced in.

2. Une autre partie de terre située au premier rang de Trois-Pistoles, bornée au sud au troisième rang et au circuit Bertrand, à l'est partie au circuit Bertrand et partie à Théodore D'Amours, à l'ouest à Dame veuve J.-A. Lévesque, au terrain du couvent, au terrain d'Arthur Deschênes, au terrain appartenant à la succession Nazaire D'Amours et aux divers emplacements longéant

2. Another portion of land situate in the first range of Trois-Pistoles, bounded on the south by the third range and by the Bertrand boundary line, on the east by the Bertrand boundary line and partly by Théodore D'Amours, on the west by Dame widow J. A. Lévesque, the land of the convent, the land of Arthur Deschênes, the land belonging to the Estate Nazaire D'Amours and

ladite terre dans la ville, au nord à la clôture de broche séparant cette partie de terre de celle ci-après en premier lieu désignée, étant connue comme partie des lots 145, 146, 148, 133, 134, 135 et 139 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles.

3. Un certain terrain au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, d'un arpent et demi de largeur au bas et trois arpents de largeur au haut, sur onze arpents de profondeur, borné au nord au fronteau des terres du 3e rang de Trois-Pistoles, à l'est partie au lot 122, partie au lot 129 et partie au lot 132, à l'ouest à Clément Chassé ou représentant, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Françoise, district de Kamouraska, comme partie du lot numéro 133.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 3 SEPTEMBRE 1948, à 2 heures de l'après-midi devant le Protonotaire de la Cour Supérieure, dans la salle d'audience du palais de justice de Rivière-du-Loup, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard le 12e jour avant la date de la licitation, et les oppositions afin de conserver dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Rivière-du-Loup, le 23 juin 1948.

Les Procureurs des demandeurs,
22672-29-2-0 (Signé) GAGNON & GAGNON.

various other emplacements along the said land in the Town, on the north by the wire fence separating this said part of land from that hereinafter firstly described, being known as a part of lots 145, 146, 148, 133, 134, 135 and 139 on the official cadastre for the Parish of Trois-Pistoles.

3. A certain lot of land in the first range of the Parish of Ste-Françoise, measuring one arpent and one half in width in rear (au bas) and three arpents in width in front (au haut), by eleven arpents in depth, bounded on the north by the "fronteau" of the lands of the 3rd range of Trois-Pistoles, on the east partly by lot 122, partly by lot 129 and partly by lot 132, on the west by Clément Chassé or representative, known and designated on the official cadastre for the Parish of Ste-Françoise, district of Kamouraska, as part of lot number 133.

The said immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRD of SEPTEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon, before the Prothonotary of the Superior Court, in the Court Room of the Court House of Rivière-du-Loup, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to the sale, if any, must be filed at the latest on the 12th day before the date of the licitation, and oppositions for payment must be filed six days after the adjudication, on pain of forfeiture.

Rivière-du-Loup, June 23, 1948.

(Signed) GAGNON & GAGNON,
22672-29-2 Attorneys for plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: { J. S. GIROUX LIMITE, N° 5271 } TÉE, corps politique et incorporé ayant un bureau d'affaire dans la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, demanderesse; vs FILIX LAUZIÈRE, ouvrier du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La moitié indivise du lot numéro soixante et un (N° 61) de la subdivision officielle du lot numéro cent trente (N° 130) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond, pour le deuxième rang, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Frédéric de Drummondville, comté de Drummond, le VINGT SEPTIÈME jour de JUILLET 1948, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, ce 17 juin 1948. 22555-26-2-0
[Première insertion, 26 juin 1948]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: { J. S. GIROUX LIMITE, No. 5271 } TÉE, a body politic and incorporate, having a business office in the city of Drummondville, district of Arthabaska, plaintiff; vs FILIX LAUZIÈRE, workman, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

The undivided half of lot number sixty-one (No. 61) of the official subdivision of lot number one hundred and thirty (No. 130) on the official cadastral plan and in the book of reference of the township Grantham, county of Drummond, for the second range, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Frédéric de Drummondville, county of Drummond, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1948, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff,
Arthabaska, June 17, 1948. 22555-26-2
[First insertion, June 26, 1948]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 257474 } **PLUNKETT - WEBSTER LUMBER COMPANY INCORPORATED**, corporation commerciale, ayant le lieu de ses affaires dans les cité et district de Montréal, vs **WILLY RIOUX**, d. l'endroit appelé "Lac Sauvage" dans la paroisse de St-Michel de Squattek, district de Kamouraska, défendeur.

"Un lot de terre situé dans le canton Robitaille, portant le numéro vingt-neuf (29) du rang un (1) contenant quatre-vingt-dix-sept (97) acres, avec, bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire cependant du dit lot, un arpent en superficie appartenant à Eugène Malenfant, soit un arpent de front par un arpent de profondeur, borné en front à l'est, à la route, au sud, par le ruisseau qui s'y trouve, à l'ouest et au nord par le reste du dit lot numéro vingt-neuf (29) sus décrit."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Michel du Squattek, Témiscouata, **VENDREDI**, le **VINGTIEME** jour du mois d'**AOÛT** 1948, à **TROIS** heures de l'après midi.

Le Shérif,
HENRI MICHAUD,

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 8 juillet 1948.
22682-29-2

[Première insertion, 17 juillet 1948]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 257474 } **PLUNKETT - WEBSTER LUMBER COMPANY INCORPORATED**, a commercial corporation having its place of business in the city and district of Montreal; vs **WILLY RIOUX**, of the place called "Lac Sauvage" in the parish of St-Michel de Squattek, district of Kamouraska, defendant.

A lot of land situate in the township Robitaille, bearing number twenty-nine (29) of range one (1), containing ninety-seven (97) acres, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be deducted, however, from said lot, one arpent in area belonging to Eugène Malenfant, namely one arpent in front by one arpent in depth, bounded in front to the east, by the highway, on the south, by the stream there situate on the west and north by the residue of said lot number twenty-nine (29) above described.

To be sold at the church door of the parish of St. Michel de Squattek, Témiscouata, on **FRI-DAY**, the **TWENTIETH** day of the month of **AUGUST**, 1948, at **THREE** o'clock in the afternoon.

• **HENRI MICHAUD**,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, July 8, 1948.
22682-29-2

[First insertion, July 17, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **ARMAND AUGER, ANTOINE AUGER, RENÉ AUGER** et **LOUIS AUGER**, tous quatre commerçants, des cité et district de Québec, y faisant affaires ensemble en société comme marchands de bois sous les nom et raison sociale de "Auger & Auger"; contre **PRE FAB INC.**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, et **CANADIAN NATIONAL RAILWAYS**, corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal et une place d'affaires dans les cité et district de Québec, et **AURELE LECLERC**, des cité et district de Québec, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause, à savoir:

La manufacture ou usine construite sur le lot N° 376 (trois cent soixante-seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, et située sur les terrains du Canadian National Railways, près du pont de Québec, circonstances et dépendances. Ladite défendresse détient à ce sujet un bail dudit Canadian National Railways.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le **SIXIEME** jour d'**AOÛT** prochain, à **DIX** heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
AIMÉ DION,
22588-27-2

Bureau du Shérif,
Québec, 30 juin 1948.

[Première insertion: 3 juillet 1948]
[Seconde insertion: 17 juillet 1948]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **ARMAND AUGER, ANTOINE AUGER, RENÉ AUGER** and **LOUIS AUGER**, all four merchants, of the city and district of Quebec, carrying on business together in partnership as lumber merchants, under the firm name and style of "Auger & Auger"; against **PRE FAB INC.**, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Quebec, and **CANADIAN NATIONAL RAILWAYS**, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal and a place of business in the city and district of Quebec, and **AURELE LECLERC**, of the city and district of Quebec, as registrar for the Registration Division of Quebec, mis-en-cause, to wit:

The factory or plant built on lot No. 376 (three hundred and seventy-six) of the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Quebec, and situate on the Canadian National Railway land, near the Quebec Bridge, circumstances and dependencies. The said defendant holds a lease regarding same, from the said Canadian National Railways.

To be sold, at the parochial church door of Sainte-Foye, county of Quebec, on the **SIXTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time).

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, June 30, 1948.

[First insertion: July 3, 1948]
[Second insertion: July 17, 1948]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 29

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

| | |
|----------------------------|------|
| Boisvert vs O'Malley. | 2044 |
| Masse vs Couturier. | 2044 |
| Parenteau vs Lamy. | 2044 |

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

| | |
|--|------|
| 926 — Concernant la Société des Artisans, L'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport et la "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation"..... | 2043 |
| 974 — Industrie du meuble dans la province de Québec..... | 2036 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2022

AVIS DIVERS:

| | |
|--|------|
| Algo Juniors Incorporated (Directeurs) Club Richelieu Montréal Incorporé (Directeurs)..... | 2045 |
| Club Richelieu Montréal Incorporé (Règlements)..... | 2046 |
| La Caisse Populaire Desjardins de Ste-Famille du Cap (Fondation).... | 2046 |
| La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec Inc. (Nom changé)..... | 2044 |
| Le Foyer Idéal (Fondation)..... | 2047 |
| L'Entraide Immobilière Laurentienne (Fondation)..... | 2046 |
| Les Utilités Domestiques, Limitée — Domestic Utilities, Limited (Directeurs)..... | 2045 |
| Le Syndicat National Catholique du Textile du Cap-de-la-Madeleine Inc. (Mason Spinning-Laurentian Silk) (Formation)..... | 2044 |
| Nira Dress Inc. (Directeurs)..... | 2045 |
| Realties Securities Limited (Distribution de l'actif)..... | 2048 |
| Samuel & Samuel Clothing Mfg. Inc. (Directeurs)..... | 2046 |
| Syndicat National de l'Amiante de St-Rémi de Tingwick Inc. (Formation)..... | 2045 |
| The British Rubber Company Limited (Directeurs)..... | 2047 |
| The British Rubber Company of Canada Limited (Directeurs)..... | 2047 |

CHARTES — ABANDON DE:

| | |
|--|------|
| General Steamships Terminals Limited. J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd..... | 2048 |
| Realties Securities Limited..... | 2048 |

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

| | |
|---------------------------|------|
| Trécesson, canton de..... | 2049 |
|---------------------------|------|

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

| | |
|--|------|
| Ordonnance No 1-48D — Montréal.... | 2050 |
| Ordonnance No 48-Sp-VI — Cantons de l'Est..... | 2049 |

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

| | |
|----------------------------|------|
| Boisvert vs O'Malley. | 2044 |
| Masse vs Couturier. | 2044 |
| Parenteau vs Lamy. | 2044 |

ORDERS IN COUNCIL:

| | |
|---|------|
| 926 — Concerning the "Société des Artisans, L'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport" and the "Act to improve Housing Conditions"..... | 2043 |
| 974 — Furniture industry in the Province of Quebec..... | 2036 |

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2022

MISCELLANEOUS NOTICES:

| | |
|--|------|
| Algo Juniors Incorporated (Directors). Club Richelieu Montréal Incorporé (Directors)..... | 2045 |
| Club Richelieu Montréal Incorporé (By-Laws)..... | 2046 |
| La Caisse Populaire Desjardins de Ste-Famille du Cap (Foundation).... | 2046 |
| La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec Inc. (Name changed)..... | 2044 |
| Le Foyer Idéal (Foundation)..... | 2047 |
| L'Entraide Immobilière Laurentienne (Foundation)..... | 2046 |
| Les Utilités Domestiques, Limitée — Domestic Utilities Limited (Directeurs)..... | 2045 |
| Le Syndicat National Catholique du Textile du Cap-de-la-Madeleine Inc. (Mason Spinning-Laurentian Silk) (Formation)..... | 2044 |
| Nira Dress Inc. (Directeurs)..... | 2045 |
| Realties Securities Limited (Distribution of the assets)..... | 2048 |
| Samuel & Samuel Clothing Mfg. Inc. (Directeurs)..... | 2046 |
| Syndicat National de l'Amiante de St-Rémi de Tingwick Inc. (Formation)..... | 2045 |
| The British Rubber Company Limited (Directeurs)..... | 2047 |
| The British Rubber Company of Canada Limited (Directeurs)..... | 2047 |

CHARTERS — SURRENDER OF:

| | |
|--|------|
| General Steamships Terminals Limited. J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd..... | 2048 |
| Realties Securities Limited..... | 2048 |

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

| | |
|-----------------------------|------|
| Trécesson, township of..... | 2049 |
|-----------------------------|------|

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

| | |
|---|------|
| Order No. 1-48D — Montreal..... | 2050 |
| Order No. 48-Sp-VI — Eastern Townships..... | 2049 |

INSTRUCTION PUBLIQUE:

| | |
|---|------|
| Chénier, munic. scolaire de | 2051 |
| Cookshire, munic. scolaire protestante de | 2051 |
| Les Ecureuils, munic. scolaire de | 2051 |
| Ste-Flavie-de-Lepage, munic. scolaire de | 2051 |
| Ste-Thérèse, munic. scolaire de la ville de | 2050 |

TRÉSOR:

Assurances:

| | |
|--|------|
| Aluminium Fiduciaries Limited <i>et al.</i> | 2055 |
| The Baltimore American Insurance Company of New York | 2053 |
| The City of New York Insurance Company | 2053 |
| The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia | 2054 |
| The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company | 2054 |
| The Homestead Fire Insurance Company | 2052 |
| The National Liberty Insurance Company of America | 2052 |
| The New Brunswick Fire Insurance Company | 2053 |

ERRATUM:

| | |
|--|------|
| Arrêté en conseil N° 972 — Industrie et métiers de la construction dans l'île de Montréal et la cité de Salaberry-de-Valleyfield | 2056 |
|--|------|

GREFFE DE NOTAIRE:

| | |
|----------------------------|------|
| Ricard, Jean-Paul. | 2056 |
|----------------------------|------|

LETTRES PATENTES:

| | |
|---|------|
| Armor Automotive Distributors Inc. | 2024 |
| Commodore Hotel & Yacht Club Inc. | 2025 |
| Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation | 2025 |
| Devon Investments Limited | 2025 |
| Eastern Townships Theatres, Inc. | 2026 |
| Equity Agency Inc. | 2026 |
| Gaspé Supplies Ltée — Gaspé Supplies Ltd. | 2027 |
| General Instruments Ltd. | 2027 |
| Hardware Merchants Limited | 2027 |
| J. A. Faguy & Sons Ltd. — J. A. Faguy & Fils Ltée | 2028 |
| Lakeshore Motor Inc. | 2028 |
| Les Liqueurs Elzéar Fortier Limitée | 2028 |
| M. G. M. Fashions Ltd. | 2029 |
| Monarch Products Ltd. | 2029 |
| Montreal Men's Press Club, Inc. — Cercle des Journalistes de Montréal, Inc. | 2029 |
| Montrose Builders Inc. | 2030 |
| Mount Royal Gun Club | 2030 |
| Nettoyeur Moderne Inc. — Modern Cleaner Inc. | 2031 |
| Quebec Enterprises Ltd. | 2031 |
| Quick Service Taxis Limited. | 2031 |
| Rochon Transport Inc. | 2032 |
| Service de Lavage de 10 minutes Ltée — 10 Minutes Car Washing Ltd. | 2032 |
| Sheedo Construction Co. Ltd. — Cie de Construction Sheedo Ltée | 2032 |
| S. M. Cycle Manufacturing Co. Ltd. | 2033 |
| Sparkling Products Company Ltd. | 2033 |
| Sparton Pants Limited | 2033 |

EDUCATION:

| | |
|---|------|
| Chénier, school munic. of | 2051 |
| Cookshire, Protestant school munic. of | 2051 |
| Les Ecureuils, school munic. of | 2051 |
| Ste-Flavie-de-Lepage, school munic. of | 2051 |
| Ste-Thérèse, school munic. of the town of | 2050 |

TREASURY:

Insurance:

| | |
|--|------|
| Aluminium Fiduciaries Limited <i>et al.</i> | 2055 |
| The Baltimore American Insurance Company of New York | 2053 |
| The City of New York Insurance Company | 2053 |
| The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia | 2054 |
| The Gibraltar Fire and Marine Insurance Company | 2054 |
| The Homestead Fire Insurance Company | 2052 |
| The National Liberty Insurance Company of America | 2052 |
| The New Brunswick Fire Insurance Company | 2053 |

ERRATUM:

| | |
|--|------|
| Order in Council No. 972 — Construction industry and trades in the Island of Montreal and the city of Salaberry-de-Valleyfield | 2056 |
|--|------|

NOTARIAL RECORDS:

| | |
|----------------------------|------|
| Ricard, Jean-Paul. | 2056 |
|----------------------------|------|

LETTERS PATENT:

| | |
|---|------|
| Armor Automotive Distributors Inc. | 2024 |
| Commodore Hotel & Yacht Club Inc. | 2025 |
| Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation | 2025 |
| Devon Investments Limited | 2025 |
| Eastern Townships Theatres, Inc. | 2026 |
| Equity Agency Inc. | 2026 |
| Gaspé Supplies Ltée — Gaspé Supplies Ltd. | 2027 |
| General Instruments Ltd. | 2027 |
| Hardware Merchants Limited | 2027 |
| J. A. Faguy & Sons Ltd. — J. A. Faguy & Fils Ltée | 2028 |
| Lakeshore Motor Inc. | 2028 |
| Les Liqueurs Elzéar Fortier Limitée | 2028 |
| M. G. M. Fashions Ltd. | 2029 |
| Monarch Products Ltd. | 2029 |
| Montreal Men's Press Club, Inc. — Cercle des Journalistes de Montréal, Inc. | 2029 |
| Montrose Builders Inc. | 2030 |
| Mount Royal Gun Club | 2030 |
| Nettoyeur Moderne Inc. — Modern Cleaner Inc. | 2031 |
| Quebec Enterprises Ltd. | 2031 |
| Quick Service Taxis Limited | 2031 |
| Rochon Transport Inc. | 2032 |
| Service de Lavage de 10 minutes Ltée — 10 Minutes Car Washing Ltd. | 2032 |
| Sheedo Construction Co. Ltd. — Cie de Construction Sheedo Ltée | 2032 |
| S. M. Cycle Manufacturing Co. Ltd. | 2033 |
| Sparkling Products Company Ltd. | 2033 |
| Sparton Pants Limited | 2033 |

| | | | |
|--|------|--|------|
| Standard Mfg. Inc. | 2034 | Standard Mfg. Inc. | 2034 |
| The British Rubber Company Limited | 2056 | The British Rubber Company Limited | 2056 |
| The Colonial Associates Ltd. | 2034 | The Colonial Associates Ltd. | 2034 |
| The Quebec Asbestos Mining Association. | 2034 | The Quebec Asbestos Mining Association. | 2034 |
| The Zimroh Choir of Montreal | 2035 | The Zimroh Choir of Montreal | 2035 |
| Trudeau, Rancourt & Benoist Inc. | 2035 | Trudeau, Rancourt & Benoist Inc. | 2035 |
| United Dominion Mining Company Ltd. | 2035 | United Dominion Mining Company Ltd. | 2035 |
| W.-A. Lamontagne, Limitée. | 2036 | W.-A. Lamontagne, Limitée. | 2036 |
| LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES: | | SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT: | |
| Mailman Corporation Limited. | 2057 | Mailman Corporation Limited. | 2057 |
| PROCLAMATIONS: | | PROCLAMATIONS: | |
| Concernant l'érection de la paroisse de La Rédemption. | 2057 | Concerning the erection of the parish of La Rédemption | 2057 |
| Concernant l'érection de la paroisse de Ste-Irène | 2059 | Concerning the erection of the parish of Ste-Irène. | 2059 |
| Concernant l'érection de la paroisse de St-François-Xavier-de-Viger. | 2060 | Concerning the erection of the parish of St-François-Xavier-de-Viger | 2060 |
| SIÈGES SOCIAUX: | | HEAD OFFICES: | |
| J. A. Faguy & Sons Ltd.—J. A. Faguy & Fils Ltée | 2062 | J. A. Faguy & Sons Ltd.—J. A. Faguy & Fils Ltée | 2062 |
| Millstream Spoolwood Inc. | 2061 | Millstream Spoolwood Inc. | 2061 |
| Monette Furs Inc.—Monette Fourrures Inc. | 2062 | Monette Furs Inc.—Monette Fourrures Inc. | 2062 |
| SOUMISSIONS: | | TENDERS: | |
| Amos, commissaires d'écoles de | 2063 | Amos, School Commissioners of | 2063 |
| St-Hubert, commissaires d'écoles de la paroisse de | 2062 | St-Hubert, School Commissioners of the parish of. | 2062 |
| St-Jérôme, commissaires d'écoles de la ville de. | 2064 | St-Jérôme, School Commissioners of the town of | 2064 |
| St-Maxime et St-Josaphat de Longueuil, commissaires d'écoles de. | 2065 | St-Maxime and St-Josaphat de Longueuil, School Commissioners of. | 2065 |
| VENTE, LOI DE FAILLITE: | | SALE, BANKRUPTCY ACT: | |
| Rochon, J.-Roméo. | 2066 | Rochon, J.-Roméo. | 2066 |
| VENTE PAR LICITATION: | | SALE BY LICITATION: | |
| Rioux, Onésime <i>et al</i> | 2067 | Rioux, Onésime <i>et al</i> | 2067 |
| VENTES PAR SHÉRIFS: | | SHERIFFS' SALES: | |
| ARTHABASKA: | | ARTHABASKA: | |
| J.-S. Giroux Limitée vs Lauzière. | 2068 | J.-S. Giroux Limitée vs Lauzière. | 2068 |
| KAMOURASKA: | | KAMOURASKA: | |
| Plunkett-Webster Lumber Company Incorporated vs Rioux. | 2069 | Plunkett-Webster Lumber Company Incorporated vs Rioux. | 2069 |
| QUÉBEC: | | QUÉBEC: | |
| Auger <i>et al</i> vs Pre Fab Inc. <i>et al</i> | 2069 | Auger <i>et al</i> vs Pre Fab Inc. <i>et al</i> | 2069 |
| 22703-o | | 22703-o | |